



**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**

LE NOUVEAU NATIONALISME AMÉRICAIN

**Mémoire de géopolitique
du CDT MAO Xiaobing de la Chine
dans le cadre du séminaire « Théories Géostratégiques du 19^e -20^e Siècle»**

Directeur : Monsieur Philippe CONRAD

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le nouveau nationalisme américain
2. 2006_mémoire_geop_ nouveau nationalisme_ américain
3. CDT, armée de Terre, MAO Xiaobing , Chine
4. 22 mars 2006
5. Division B – groupe B4
6. Mémoire de géostratégie
7. Le nouveau nationalisme américain n'est pas un phénomène éphémère, il est enraciné intimement dans la culture et l'histoire des Etats-Unis. Après les attentats du 9/11, le nouveau nationalisme américain prévaut dans la vie politique et change profondément de ses certains secteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le nouveau nationalisme américain comprend plusieurs courants, et au long de son évolution dans l'histoire américaine, chaque courant se déroule, se heurte avec les autres. Il est évident d'exister un lien entre la politique et le nationalisme. Le nouveau nationalisme américain perdurera encore dans une période à venir. Une conception d'interdépendance pourrait servir à atténuer en partie le nationalisme radical aux Etats-Unis.
8. Nationalisme, Nouveau, Américain.

Le nouveau nationalisme américain

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : SYMPTOMES DU NOUVEAU NATIONALISME AMERICAIN

Le choc du 11 septembre

Une politique de messianisme et impérialisme

Un nationalisme hors normes

Une répétition de la tragédie de la vieille Europe ?

DEUXIÈME PARTIE: PROVENANCES DIVERGENTES EN PERPETUELLE EVOLUTION

Le Credo américain recto verso

Un nationalisme invétéré de la souche blanche

Les facteurs ethniques, religieux et sociaux

TROISIÈME PARTIE: VICISSITUDES DANS L'ARENE INTERNATIONALE

Une rétrospective succincte de la politique étrangère américaine

L'évolution du néoconservatisme

La doctrine Bush et ses conséquences

Introduction

L'état d'esprit d'une nation, ou le caractère national d'une population, est un sujet qui émerge souvent dans des ouvrages géostratégiques, et qui pèse sur les dispositions physiques de géostratégie. Après le 11 septembre, la politique étrangère des Etats-Unis a beaucoup changé, ce qui entraîne bien des discussions sur le nouveau nationalisme américain parmi des chercheurs géostratégiques, y compris les américains tels que Zbigniew Brzezinski, Samuel P. Huntington etc. En 1831 lors d'un voyage aux Etats-Unis, Tocqueville eut l'impression que la nation américaine était écartelée entre régionalisme et mobilité, matérialisme et religiosité, privatisation et nationalisme arrogant. Serait-elle aujourd'hui encore d'actualité ? Quelle est la racine profonde de ce nouveau nationalisme américain ? De quelle façon influence-t-il ce monde où nous tous vivons ?

Nationalisme ou patriotisme ?

Cela n'est sûrement pas qu'un problème de terminologie. Il s'agit en fait de l'essentiel du sujet dont nous parlons ici. Nationalisme est un mot qui irrite souvent les américains, car ils pensent que ce terme n'existe que dans l'histoire de la « Vieille Europe », et que le leur est purement du patriotisme. Si vous n'êtes pas d'accord, vous risquez d'être taxé d'anti-américain.¹ Alors, en réalité, quelle est la différence fondamentale entre les deux mots ?

La définition classique dérive de l'un des grands historiens du nationalisme, Kenneth Minogue : le patriotisme s'avère essentiellement conservateur, comme un désir de défendre son pays tel qu'il est ; quant au nationalisme, il s'affirme dans la dévotion à un idéal, à une notion, souvent liée à la croyance que celui-ci a une mission plus vaste à remplir au sein de l'humanité. Autrement dit, le nationalisme a toujours un côté révolutionnaire. En 1983, Irving Kristol, l'un des pères de l'école néo-conservatrice, développe cette explication : Le patriotisme prend ses racines dans l'amour que l'on éprouve pour le passé de la nation ; le nationalisme naît de l'espoir que l'on a de son avenir, dans la grandeur qui la distingue des autres. En outre, Kristol souligne : les objectifs de la politique étrangère américaine doivent aller bien au delà de la sécurité nationale. Ils doivent être définis par la croyance dans le destin de la nation, qui est l'intérêt national d'une puissance mondiale.²

Les américains montrent souvent leur attachement aux institutions et au pays dans sa forme actuelle, leurs visions messianiques à propos de leur propre nation et son rôle du monde. Selon un sondage de 2003, 60% des américains disaient que leur culture était supérieure aux autres. En comparaison, seulement un tiers des français le pensaient. C'est pourquoi beaucoup d'américains se prennent souvent pour défenseurs et prêcheurs de la démocratie et dépositaires de la liberté du reste de monde. On entend depuis longtemps les présidents des Etats-Unis, quels que soient leurs partis, prôner les valeurs et les intérêts américains avec une passion religieuse et messianique. Lorsque le président George W. Bush a annoncé a bord du porte-avion Abraham Lincoln la fin des opérations de guerre en Irak, les mots employés étaient teintés d'un messianisme flagrant : Les Etats-Unis représentent la liberté de l'humanité. Aucun citoyen américain n'y a pourtant rien à redire. Notre conclusion est évidente prenant en référence des définitions de Minogue et Kristol : ce qui existe aujourd'hui aux Etats-Unis est plutôt nationalisme que patriotisme.

¹ Ahmad Faruqui, *whiter American Nationalism?* <http://www.couterpunch.org/faruqui05202003.html>, l'auteur est économiste et chercheur à l'American Institute of International Studies.

² Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.32, éditions Jean-Claude Lattès pour la traduction française, 2005. L'édition originale, *America Right or Wrong*, publié par Harper Collins Publishers.

Pourquoi met-on un adjectif *nouveau* avant le nationalisme ? Après les attentats du 11 septembre, le nationalisme américain est devenu de plus en plus agressif, belliqueux et chauvin, surtout dans le premier mandat du président Bush, en montrant certaines facettes inédites. Bon nombre d'observateurs, américains ou non, ont convenu que l'administration Bush étaient entourée et influencée par un clan des nationalistes de droite radicaux, que l'on a dénommés les néo-conservateurs tels que William Kristol (président du Projet pour le Nouveau Siècle Américain, PNAC), Paul Wolfowitz (président de la Banque Mondiale), Richard Perle, Richard Armitage, Lewis Libby, William J. Bennett, etc. Les politiques américaines envisagées et mises en œuvre par les néoconservateurs, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur, parmi lesquelles on peut énumérer *le 2001 USA Patriot Act*, la Guerre Préemptive, le Changement du Régime, etc., se dirige dans une direction que certains désignent comme une forme d'impérialisme.

Les racines du nouveau nationalisme américain

Le nouveau nationalisme américain comprend plusieurs courants. Au long de son évolution dans l'histoire américaine, chaque courant est entré en interférence avec les autres. A un moment donné, un courant gagne du terrain en caractérisant la politique du pays. Certains observateurs américains préfèrent simplement les grouper en deux, universalisme et exceptionnalisme.¹ On pourrait ajouter également isolationnisme,² selon les autres.

Le premier point ancré intimement dans le nouveau nationalisme américain, sur lequel la plupart d'observateurs s'accordent, est appelé le « Credo américain ». C'est le côté plutôt positif du nouveau nationalisme américain, si l'on peut dire : un nationalisme démocratique, libéral, individualiste, universaliste, optimiste, enfant des Lumières.³ Ce Credo provient d'un mythe américain, « la cité unique au sommet d'une colline » (*The city upon the hill*), créé par leurs ancêtres immigrants puritains, qui allaient fonder la nouvelle terre promise, un îlot de pureté appelé à éclairer le monde. Cette croyance intensément idéologique présente un mélange de la préconisation de vertus chrétiennes, d'une intolérance féroce, d'un messianisme ardent. Dans le bon sens, ce Credo offre aux américains un mécanisme d'autocorrection, en prévenant la chute des institutions américaines dans le totalitarisme.

Le deuxième caractère du nouveau nationalisme américain est plus sombre. Il découle des racines ethno-religieuses, qu'Anatol Lieven nomme l'antithèse du Credo, « ancrée dans le calvinisme du ^e siècle et dans l'expérience de la colonisation du territoire, système mental prédisposant à une perception inégalitaire, ethnique et pessimiste du monde. »⁴ Dans ce courant, les groupes fondamentalistes protestants jouent un rôle très important. Ils relèvent de l'extrême droite sur le plan politique, prônent la haine, le mépris, l'hostilité envers les immigrés à l'intérieur ainsi qu'à l'encontre d'un prétendu anti-américanisme à l'étranger. Ce courant de pensée est très répandu actuellement aux Etats-Unis. Samuel Huntington, l'auteur du « Choc des civilisations », dans son nouveau livre, intitulé « *Jose, can you see ? The Hispanic Challenge* », dépeint le scénario d'un choc avec les Hispaniques aux Etats-Unis. Il écrit, « le flux persistant des immigrés hispanique menace de diviser les Etats-Unis en deux peuples, deux cultures et deux langues. [...] Les Mexicains et autres Latinos ne se sont pas assimilés à la culture américaine dominante, mais ils forment leurs propres enclaves politique

¹ Ahmad Faruqui, *whiter American Nationalism?* Selon lui, le premier est que les américains partagent les mêmes idéaux moraux avec le reste de l'humanité, tels que liberté, démocratie, etc. ; le dernier est que les américains ont le droit de poursuivre les politiques pour préserver leur souveraineté nationale, mais les autres pays n'en ont pas un similaire.

² Cela veut dire, se retirer du monde extérieur, entre les 2 guerres mondiales c'était un phénomène non négligeable aux Etats-Unis.

³ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.12, *Avant-propos* d'Emmanuel Todd.

⁴ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.12, *Avant-propos* d'Emmanuel Todd.

et linguistiques- de Los Angeles à Miami - et rejettent les valeurs anglo-protestantes à l'origine du rêve américain. »¹

Le troisième courant important du nouveau nationalisme américain, passe ironiquement pour un sous-produit de la mondialisation. Comme argumente David Ignatius dans le *Washington post*, même si les frontières nationales deviennent plus floues en raison du libre échange et des flux instantanés de capital, d'information, le monde devient plus nationaliste.² Après la dernière vingtaine d'années de la transformation économique néo-libérale, les tréfonds et les classes moyennes de la société sont touchés par la compétition sans pitié, le manque de régulation par l'Etat, l'absence de salaire minimum, l'augmentation du travail précaire et au noir, le recours à la main-d'oeuvre immigrée illégale, le déclin des syndicats, etc.³ Dans un pays incarnant un mode de vie moderne, avancé, supérieur aux autres, ils auraient réalisé leur rêve américain en travaillant. Leur frustration, leur peur, leur colère, exacerbent les tensions raciales, sociales, culturelles, religieuses à l'intérieur des Etats-Unis, tensions qui sont finalement détournées contre le monde extérieur.

L'influence du nouveau nationalisme américain sur le plan international

Le nationalisme américain s'exprime dans les idées néoconservatrices, qui ont influencé profondément les relations internationales dans le premier mandat du président Bush, et dont le thème se concentre ostensiblement dans les discours des leaders américains tels que « *State of the Union 2002* », « *National Security Strategy 2002* », le discours à *West Point* du président Bush, etc. Si on veut les synthétiser, il suffit d'une expression : « Hégémonie de l'Amérique » (*American hegemony*), qui correspond tout simplement à 2 principes :

Le premier est le droit de l'Amérique d'agir selon sa seule volonté sur le plan international, ainsi que la loi internationale ne s'applique pas aux Américains, ce que les nationalistes radicaux appellent la « liberté » des États-Unis. Le second principe est que les États-Unis doivent disposer d'une armée dont la puissance est telle qu'elle se place au-delà de toute compétition. L'idée est de pouvoir conserver la « liberté » qui leur est garantie par le premier principe et les privilèges qui s'y rattachent.⁴

A partir de ces principes, si l'on ajoute un solipsisme aux dimensions nationales, l'ignorance du monde extérieur qui caractérise le public américain⁵, ainsi que la conception extravagante de la guerre globale contre le terrorisme, on comprend mieux les actions américaines sur le plan international.

D'une certaine manière, les Etats-Unis agissent comme une puissance insatisfaite, qui a pour but de détruire l'ordre international actuel. Depuis l'avènement de Bush, les Etats-Unis se sont retirés d'un vaste éventail de négociations ou de conventions internationales, de la Cour pénale internationale jusqu'au protocole de Kyoto. D'autre part, l'administration Bush affirme progressivement des tendances impérialistes avec des arrangements délibérés : les traités de la défense mutuelle, les troupes américaines campées dans des pays étrangers contre les menaces souvent mal définies, exagérées ou inexistantes.⁶ La guerre contre le terrorisme étendue de l'Afghanistan à l'Irak, en fournit un bon exemple.

Dès le début du deuxième mandat du président Bush, l'influence des néoconservateurs a commencé à diminuer. Cependant, le nouveau nationalisme américain n'est pas un phénomène

¹ http://solidariteetprogres.online.fr/News/Strategie/breve_942.html. Le titre de ce livre est un jeu de mots sur les premiers mot de l'hymne national des Etats-Unis : « *Oh, say, can you see ?* »

² David Ignatius, «The new nationalism», *Washington Post*, mercredi, 20 avril, 2005, P.A25.

³ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.468.

⁴ David Côté, *Le nationalisme radical à la Maison Blanche*, http://zombie.lautre.net/imprimersans.php3?id_article=183.

⁵ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.28.

⁶ G. John Ikenberry, « Illusions of Empire: Defining the New American Order », *Foreign Affairs*, March/April 2004.

exceptionnel. Anatol Lieven propose une vision intéressante selon laquelle le nationalisme actuel des Etats-Unis ressemble bien à celui de l'Europe d'avant la Grande Guerre. Comme tout le monde le sait, la conséquence du nationalisme européen aboutit à un cataclysme de l'humanité. En revanche, quel pourrait être le résultat final du nouveau nationalisme américain ? Sur cette question, les observateurs géostratégiques discutent âprement.

Symptômes du nouveau nationalisme américain

« La foi des Américains dans leur pays est religieuse, sinon dans son intensité, du moins dans son autorité, presque absolue et universelle. Elle pénètre l'air que nous respirons. Enfants, nous l'entendons affirmée ou supposée par les conversations de nos aînés. Chaque nouvelle étape de notre éducation fournit un témoignage supplémentaire en sa faveur. Journaux et romanciers, orateurs et auteurs dramatiques, quand bien même ils ne seraient pas grand-chose, sont du moins de loyaux prêcheurs de la Vérité. Le sceptique n'est pas contredit ; il est ignoré. C'est le genre de foi qui mobilise la pensée sans être l'objet ; et, que nous en ayons conscience ou non, elle exerce une grande influence sur nos vies personnelles¹. »

Herbert Croly

Le nationalisme américain, et son expression, impressionnent souvent les voyageurs qui se déplacent aux Etats-Unis. Symboles, slogans, drapeaux nationaux, en tant que décorations patriotiques, couvrent les rues, les établissements publics, les magasins, etc. Des manuels d'école primaire aux rayons des supermarchés, la symbolique nationale est aussi présente que possible. N'oublions pas les cérémonies omniprésentes, pour commémorer les fêtes significatives, les héros nationaux, dans lesquelles on chante solennellement l'hymne national, la main sur le cœur devant un drapeau, et récite les discours reconnus tels que celui de Gettysburg d'Abraham Lincoln. Les américains en général laissent échapper rarement les occasions pour prêcher leur nationalisme. Un abécédaire pour les enfants âgés de 4-8, *Patriotic Primer*, sous la plume de Lynne Cheney, la femme du vice-président Dick Cheney, commence par : « A, pour l'Amérique, la terre que nous aimons », et finit par : « Z, fin de l'alphabet, mais non de l'histoire de l'Amérique. Forts et libres, nous continuerons d'être pour le monde une source d'inspiration². » Ce phénomène, auquel s'habituent les américains depuis longtemps, avait parfois ennuyé à ce point un visiteur renommé, Alexis de Tocqueville, dans les années 1830, qu'il grogna : « on ne saurait concevoir de patriotisme plus incommode et plus bavard³. »

Rien de particulier, certains américains répliquent-ils, tout le monde a le droit d'exprimer l'attachement à son propre pays, même si la forme semble un peu excessive aux yeux d'autres. Personne ne peut nier cela. Mais lorsque l'on analyse leur nationalisme d'après le 9/11, il n'est pas évident d'être d'accord avec les américains à cet égard.

Le choc du 11 septembre

Privilège unique dans le collège des grandes puissances, les Etats-Unis sont bordés à l'ouest et à l'est par deux océans, qui ont tenu en respect les ennemis ou les adversaires pendant la période naissante du développement américain. Au nord et au sud, entouré par les pays soit amicaux, soit plus faibles. En fait dans l'histoire seuls les Etats-Unis ont commis des invasions contre leurs deux voisins. Certes, l'inverse n'a jamais eu lieu. Le sol continental des

¹ Herber Croly, *The Promise of American Life* (première édition 1909, réédition par Northeastern University Press, Boston, 1989), P. 1.

² Lynne Cheney, Robin Preiss Glasser (illustrations), *America: A Patriotic Primer*, Simon and Schuster Children's Publishing, New York, 2002.

³ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, C. Gosselin, 1835-1840 Vol. I, p.764-766.

Etats-Unis d'Amérique n'a pas été touché par une force étrangère depuis la guerre de 1812 contre les anglais ; cela a laissé toujours aux américains une impression, sinon une illusion, de sûreté et de supériorité.

Selon un point de vue historique typiquement américain, les deux guerres mondiales, - c'était d'ailleurs les folies européennes, - ont imposé à tous la nécessité d'une superpuissance américaine et d'un leadership global. C'est les américains qui ont donné un coup de grâce respectivement au 1^{er} et 2^e Reich allemand en complétant chaque fois les solutions d'après guerre pour les européens. Ni Guillaume 2^e, ni Hitler, n'ont pu atteindre le territoire des Etats-Unis. Dans l'époque de la guerre froide, bien qu'eussent été inventées les armes nucléaires qui peuvent détruire plusieurs fois notre planète, et les missiles transcontinentaux qui sont capables d'atteindre la Lune, aucun citoyen américain n'a été tué aux Etats-Unis par une arme soviétique. Pourtant, douze ans après l'effondrement de l'Union Soviétique, alors que les américains étaient quasiment infatués de leur situation sécuritaire, une poignée de terroristes utilisent des avions civils américains, frappent tout à coup plusieurs cibles emblématiques sur le sol américain, dont les *Twin Towers* de New York, qui représentent la modernité des Etats-Unis. A ce moment, le choc énorme, la réaction désemparée, la douleur profonde et le courroux évident, s'expriment sur leurs visages, dans leurs expressions et leurs gestes sur les écrans de télévision. Pour les américains, ce choc des attentats du 9/11 est à la fois total et inimaginable. Le président G. W. Bush a également subi ce choc à tel point qu'il n'a pu réagir en restant assis sans parler pendant une dizaine de minutes durant sa visite dans une école, selon le fameux documentaire *Fahrenheit 9/11* de Michael Moore.

Les jours suivants du 11 septembre, parmi de nombreux américains un sentiment de vengeance surgissait. Les gens se demandaient : « Qui sont les ennemis ? Où sont-ils ? Pourquoi nous ont-ils attaqué ? » Cette perplexité n'a même pas duré longtemps, car les réponses sont rapidement apparues dans une multitude de médias. Tout d'abord, la déclaration plus importante doit être mentionnée ici, celle du président Bush au Congrès le 20 septembre 2001 : « Ils (les terroristes) détestent ce qu'ils voient dans cette assemblée – un gouvernement désigné de manière démocratique [...] Un mal terrible nous a été infligé. Beaucoup sont morts. Et nous avons trouvé dans notre douleur et notre colère notre mission et notre volonté. La liberté est en guerre contre la peur. Les progrès de la liberté – la grande conquête de notre temps, et le grand espoir de tous les autres – dépendent désormais de nous¹. » Afin de profiter de la situation, les nationalistes n'ont pas laissé au peuple américain le moindre temps de réfléchir à ce qui s'est passé dans leur pays, ils voulaient pardessus tout pousser cet élan du nationalisme dans la direction qui leur convenaient. Dans un tabloïd populiste, le *New York Post*, une opinion alors bien répandue reflète cette tendance : « La seule question qui compte à présent, c'est de savoir comment on peut les éliminer le plus rapidement possible². » D'ores et déjà, une locution est bel et bien connue de tout le monde, quelle que soit sa nationalité, *the global war on terror* (la guerre globale contre le terrorisme).

Une politique de messianisme et impérialisme

Fondamentalement dans l'état d'esprit des américains, il existe toujours une inclination que l'on peut dater de leurs ancêtres puritains, qui considèrent leur pays comme une cité brillante de Dieu ou l'Israël de la Bible d'aujourd'hui. La nation américaine, incarnant les plus hautes valeurs en elle, est destinée à sauvegarder, protéger, et propager la civilisation authentiquement occidentale³. De George Washington à Woodrow Wilson jusqu'à George W.

¹ <http://www.whitehouse.gov/news/releases>.

² Editorial du *New York Post*, 9 octobre 2001.

³ Avec un ton satirique, Faruqi commente, certains américains croient à l'unicité de leurs valeurs tellement qu'ils nient que

Bush, les présidents américains emploient souvent un langage émaillé d'invocations de Dieu et de l'histoire. Comme beaucoup de ses prédécesseurs, les discours de Bush reflètent évidemment un zèle religieux. Bush a toutefois créé de lui-même quelques expressions, telles que l'Axe du Mal, le changement de régime, etc. Avant son accession au pouvoir présidentiel, Bush avait manifestement une vision messianique sur le rôle des Etats-Unis dans le monde entier. « Certains ont essayé de faire un choix entre Idéaux américains et Intérêts américains – entre ce qui nous sommes et comment nous agissons. Mais le choix est faux. L'Amérique, par décision et destin, promeut la liberté politique – et gagne le plus lorsque la démocratie avance¹. » Après avoir été confronté aux attentats du 9/11, Bush a décidé d'accomplir une mission historique que Dieu a donné aux Etats-Unis et à lui-même.

« Les grands combats du ^e siècle entre la liberté et le totalitarisme ont abouti à une victoire décisive des forces de la liberté – et à une seule forme de réussite nationale : la liberté, la démocratie et la libre entreprise. Au ^e siècle, seules les nations qui partagent la volonté de protéger les droits fondamentaux de l'homme et les libertés économiques seront en mesure de libérer le potentiel de leurs peuples et d'assurer leur future prospérité. Partout les gens veulent pouvoir s'exprimer librement, choisir ceux qui les gouvernent, pratiquer leur religion, éduquer leurs enfants – garçons et filles – être propriétaires et jouir des fruits de leur travail. Ces valeurs de liberté ont la même justesse et la même vérité pour tous, dans toutes les sociétés – le devoir de protection de ces valeurs contre leurs ennemis est l'aspiration commune de tous les peuples épris de liberté à travers le monde et le temps². »

Chaque année le président des Etats-Unis doit faire un bilan sur l'Etat de l'Union (*State of the Union*) devant le Congrès, où les présidents trouvent une occasion idéale d'exposer leurs objectifs de la présidence et encourager le peuple américain, les parlementaires de 2 partis en particulier, à les suivre. Quant à Bush, lui, année après année, réitère inlassablement les clichés messianiques. Voici son « Etat de l'Union » 2006 : « A l'étranger, notre nation est commise à un but historique, à long terme – nous cherchons la fin de la tyrannie dans le monde entier.³ » Bien évidemment, les discours de Bush révèlent une influence de l'école néoconservatrice. Sachant que Bush a été intronisé en 2000 par un verdict de la Cour Suprême Fédérale, mais qu'en 2004 il a obtenu une victoire écrasante contre le candidat Démocrate John Kerry, on peut conclure que cette perception du nouveau nationalisme est bien partagée par une grande partie de la population américaine.

Pour concrétiser les buts messianiques, Bush et son équipe ne se contentent pas de se battre contre les terroristes. Leur obsession est bien au-delà de cela : ils veulent remodeler le monde musulman en démocratisant les pays islamiques. Le début, c'est la guerre en Afghanistan, où les troupes américaines ont renversé le régime Taliban. Puis, c'est le tour de Saddam Hussein : en quelques semaines, son régime a succombé. *Shock and Awe* (choquer et terrifier), la doctrine opérationnelle de la force américaine appliquée sur le terrain de combat en Irak, « *Shock and Awe* » également le reste du monde, le « choc » et la « terreur » résultant non seulement de cette invasion sans l'aval de l'ONU, mais encore du prétexte ridicule des Armes de Destruction Massive en Irak, dont jusqu'à maintenant personne n'a pu trouver l'ombre d'une trace. N'empêche que les soldats américains restent là-bas en tant que « libérateur ». Finalement, aux yeux d'autres nations, la politique étrangère appliquée par l'administration Bush est à la fois messianique et impérialiste.

la démocratie soit aussi diffusée dans le vieux continent. A leurs avis, les européens appliquent le socialisme en l'appelant démocratie. Voir : Ahmad Faruqi, *whiter American Nationalism?*

¹ Gouverneur George W. Bush, « *A Distinctly American Internationalism* », Ronald Reagan Library, Simi Valley, California, November 19, 1999.

² The *National Security Strategy of the United States of America* (NSS), September 2002, <http://www.whitehouse.gov>.

³ George W. Bush, *State Of The Union*, January 31, 2006, <http://www.whitehouse.gov>.

Un nationalisme hors normes

Le *Quadrennial Defense Review Report* (Rapport Quadriennale de la Revue de la Défense), publié le 6 février 2006, commence par cette phrase : « Les Etats-Unis sont une nation engagée dans ce qui sera une guerre longue¹. » Ce terme la Guerre Longue, inventée par le général d'armée John Aizaid, chef du Commandement Central des Etats-Unis, est fréquemment employé par les figures de proue du gouvernement Bush. Il en va de même dans l'Etat de l'Union 2006 de Bush. Certains appellent Bush, le « président de guerre ». Et Bush mérite vraiment cette appellation. Du lendemain du 9/11 jusqu'à aujourd'hui, les Etats-Unis se sont continûment engagés dans deux guerres. Ils ont récemment entamé la troisième contre l'Iran, membre permanent de l'Axe du Mal, où une crise nucléaire est parvenue à une phrase critique à cause de la reprise des recherches visant à enrichir l'uranium. Pour que le fardeau des guerres soit soutenu, au moins supporté par le peuple américain, il faut manipuler l'opinion publique et dissimuler la vérité si nécessaire.

Depuis les années reaganiennes, les conservateurs ont regagné le terrain et se sont forgé une influence importante, même dominante, sur l'opinion publique des Etats-Unis. Ils utilisent souvent un langage idéologique envers les ennemis, l'Union Soviétique, Saddam Hussein, Slobodan Milosevic, les terroristes et les islamistes radicaux correspondant respectivement aux différentes époques, cultivent et exaltent les sentiments de soupçon et de haine contre le monde extérieur en qualifiant les critiques sur la politique américaine d'anti- américanisme. En 1998, une activiste de la droite chrétienne fustigeait l'internationalisme clintonien : « Conférences et traités globaux sont une menace directe pour chaque citoyen américain... Le Sénat devrait rejeter automatiquement tous les traités des Nations Unis. Il n'en est pas un qui ne réduira nos droits, notre liberté et notre souveraineté. Cela va des traités concernant les enfants, les femmes, jusqu'à la cour internationale, la mer, le commerce, la biodiversité, le réchauffement de la planète, le patrimoine mondial, etc.² » Le 11 septembre 2001 était pour les nationalistes une occasion d'intensifier cette influence. Ils attisèrent l'aversion contre tous les opposants politiques qu'ils soient de l'intérieur ou de l'extérieur, au moment où le peuple américain avait des nerfs fragiles et était traumatisé. « Apparemment, le monde aime les Etats-Unis lorsqu'ils sont à genoux. Ce dont les démocrates ont déduit leur diplomatie – restons à genoux, humbles et suppliants, et profitons de ce que le monde nous applaudit et nous "soutient" [...] Il est vain de chercher une logique à l'anti-américanisme. Il est dans l'air que le monde respire. Il plonge ses racines à la fois dans l'envie et le dégoût de soi – chez des peuples qui aspirent à la modernité mais ne peuvent y accéder, et trouve une manière de compensation dans le mépris qu'ils affichent pour son plus bel exemple³. »

Par conséquent, il n'est pas du tout étonnant que l'administration Bush du premier mandat, imprégnée d'aspirations ostensiblement nationalistes, ait pu mener une politique étrangère unilatérale. Voici son bilan temporaire. De l'abandon du traité anti-missile balistique, au refus d'adhérer aux Accords de Kyoto sur l'environnement, à la décision d'attaquer l'Irak sans l'aval de l'ONU, jusqu'au rejet de la Cour pénale internationale, on ne peut pas énumérer combien d'actions unilatéralistes l'administration Bush a pris et a fortiori un mépris en général pour l'ONU et les autres institutions internationales. A l'égard de ses alliés traditionnels, il en va ainsi, « Avec nous ou contre nous, vous devez choisir. » A la veille de la guerre en Irak, la France, l'Allemagne et la Russie ont contesté la décision de Bush. Il en a résulté une forte houle nationaliste au sein de la Chambre des Représentants ; ceux-ci ont menacé la France de

¹ *Quadrennial Defense Review Report, Preface*, <http://www.defenselink.mil/>

² Phyllis Schlafly, *Beware of Clinton's "web" of Treaties*, discours devant la Christian Coalition, Washington, 18 September 1998, voir: <http://www.egaleforum.org>.

³ Charles Krauthammer, «To hell with Sympathy», *Time Magazine*, 17 November 2003.

changer le nom *French Fries* (les frites français) contre *Freedom Fries* (les frites de liberté). Cette anecdote donne un aperçu de la vigueur du nationalisme aux Etats-Unis. En fait, pour un grand nombre d'américains, l'unilatéralisme ne semble pas être un problème. Selon un sondage de l'hiver 2004, 46% des sondés affirmaient que le gouvernement Bush tenait normalement compte des intérêts et opinions des alliés des Etats-Unis, tandis que 18% le trouvaient trop accommodant. Par comparaison, dans un autre sondage en mars 2004 en Grande Bretagne, 61% des citoyens britanniques considéraient que les Etats-Unis n'accordaient que peu ou pas d'attention aux intérêts de leur pays en prenant leurs décisions sur le plan international¹.

Avec un soutien sans faille de l'opinion (pendant les premiers 3 ans de sa présidence, celui-ci étaient encore plus haut, jusqu'à une quasi-absence de l'opposition.), l'administration Bush s'en tient à une politique aussi agressive à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il a réduit les taxes pour faire plaisir aux riches et mis en œuvre une politique protectionniste pour les barons industriels et manufacturiers. Le plus important, c'est qu'il ait de facto imposé un état d'urgence à l'intérieur des Etats-Unis par le *2001 USA Patriot Act*, qui a été adopté par les deux Chambres à une majorité écrasante (au Sénat le vote fut de 98 contre 1, à la Chambre des Représentants de 357 contre 66), et qu'à l'échéance fin décembre 2005 Bush a appelé le Congrès à réautoriser le *Patriot Act* dans son Etat de l'Union 2006. Au nom de cet *Act*, il a le droit de restreindre certains droits civiques des citoyens américains, ce qui est inconcevable dans le temps normal.

Dans un livre, intitulé « *State of War* » (l'état de la guerre), publié il y a eu de temps, le reporter du *New York Times*, James Risen, révèle qu'avant la guerre en Irak, les officiels de la CIA étaient dissuadés d'envoyer des informations défavorables à Bush telles que les doutes sur la qualité des renseignements sur le programme irakien d'armes de destruction massive (ADM), ainsi que sur le négligence concernant le potentiel de l'insurrection après l'invasion américaine. Leur chef d'alors, directeur de la CIA, George Tenet a assuré à Bush que l'évidence des ADM irakiennes était un '*slam dunk*'² (un terme du basket-ball, qui désigne une action consistant à claquer le panier en faisant pénétrer un ballon avec les deux mains). En novembre 2005, un nouveau scandale est sorti de la CIA, les prisons secrètes, gérées par cette dernière et ayant pour but d'échapper à la juridiction des lois américaines, se situent dans 8 pays, dont certains en Europe de l'est. A la suite, s'est produit un grand fracas sur l'extradition des prisonniers. Un juge italien a ordonné les arrestations des 13 agents de l'opération parce que des procureurs en Italie ont dit que la CIA avait saisi un imam égyptien puis l'avait envoyé en Egypte, où cet homme affirmait qu'il avait été torturé. La Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a défendu l'extradition – le transfert des prisonniers à un autre pays – comme une pratique utile tandis que les autorités (des Etats-Unis) n'étaient pas en mesure, pour des raisons variées, de les détenir, accuser ou extradier. Mais les critiques ripostent que c'est un euphémisme pour rendre possible la torture³.

La *National Security Agency* (NSA, l'Agence de la Sécurité Nationale) est devenue centre d'un débat national farouche après la divulgation de son programme d'écoutes téléphoniques et surveillances de communication sur Internet par *the New York Times* le 16 décembre 2005. Appuyé par un secret Décret Exécutif de Bush en 2002, elle a discrètement engagé des actions sans demander les autorisations d'une Cour spéciale voilà 4 ans. Mais une loi de 1978 lui interdit de déclencher les écoutes et surveillances sans autorisation à l'intérieur des Etats-Unis. Autrement dit, Bush et la NSA ont violé la loi⁴, d'après une accusation d'Al Gore, ex-vice

¹ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.44 - 45.

² «The Book Behind the Bombshell», *Time Magazine*, January 9, 2006.

³ «Has Bush Gone Too Far», *Time Magazine*, January 9, 2006.

⁴ «Les ficelles de Bush», *L'Express*, 26 janvier 2006.

président de l'administration Clinton. Cependant, Bush a défendu à plusieurs reprises ce programme des écoutes et surveillances comme étant crucial pour la sécurité nationale, et qu'il avait l'autorité constitutionnelle de le décréter. En plus, il a ajouté que ce programme sans autorisation était bien conforme à la loi existante et que les efforts du Congrès pour écrire directement une législation ayant pour vocation de lui donner l'autorité étaient non nécessaires et dangereux¹.

Outre les tortures stupéfiantes des prisonniers dans la base navale de Guantanamo à Cuba et dans la prison d'Abu Ghraïb, un nouveau scandale sensationnel a récemment surgi en Irak. Sous un contrat de \$5 millions négocié en 2004 par la *U.S. command's Information Operation Task Force* (La Tâche Force d'Opération d'Information du Commandement des Etats-Unis), le Lincoln Group, une compagnie privée, basée à Washington, traduisait les histoires positives écrites par les officiers de l'information militaire, et puis payait les journaux irakiens pour les imprimer, ou embauchait les journalistes irakiens pour les vendre comme leurs propres histoires². En vue de cela, on a bel et bien raison de s'interroger sur la crédibilité d'un dossier publié en Novembre 2005 par le *National Security Council* (NSC, le Conseil de la Sécurité Nationale), intitulé « *Victory In Iraq* » (Victoire En Irak).

En matière de contournement de la loi, Bush utilise une astuce de rattacher sur les dossiers qu'il signe les déclarations signées, qui donnent sa propre position. C'est un droit présidentiel sporadiquement utilisé par ses prédécesseurs. Jusqu'aux années 1980, il n'y a eu qu'environ douze occurrences pendant 2 siècles. Par comparaison, Ronald Reagan ne l'a utilisé que 71 fois pendant 8 ans, et Bill Clinton 105. Quant à George W. Bush, il a déjà provoqué jusqu'à 500 clauses pendant ses 5 premières années de la présidence. Par exemple, en décembre 2005, il a signé l'amendement du Sénateur McCain après un an de débat. A la suite de l'affaire d'Abu Ghraïb, cet amendement a prohibé tous les traitements cruels, inhumains et dégradants des détenus des militaires américains. Mais il a signé une déclaration, dont le sens est approximativement le suivant, selon l'interprétation du chroniqueur de *Time Magazine*, Andrew Sullivan: Si le président croit que la torture garantit la protection du pays, il violera la loi et autorisera la torture. Si les Cours essaient de l'empêcher, il les ignorera également. Sullivan donne un coup d'épingle en affirmant que Bush se déclarait au-dessus des lois qu'il avait lui-même signées à la manière des anciens rois anglais qui dénièrent au Parlement le pouvoir de lui dire quoi faire, Enfin, Sullivan ironise : « L'Amérique commença par rejeter les demandes d'un roi George. Il est inquiétant de penser que peut-être les Etats-Unis en introniseront paisiblement un deuxième³. »

Une répétition de la tragédie de la Vieille Europe ?

Le nationalisme américain hors norme fait l'objet d'un débat ardent au fur et à mesure que se déroule la politique du gouvernement Bush, dont le chauvinisme, l'impérialisme, le militarisme et l'unilatéralisme figurent une perspective sinistre pour la communauté internationale. Dans les cycles de l'intelligentsia, notamment en Europe, cela amène à évoquer une ressemblance néfaste entre les Etats-Unis d'aujourd'hui et l'Europe d'autrefois. Il est vrai qu'un nationalisme quelconque, prônant la supériorité de sa propre nation aux autres et tentant de changer l'ordre international actuel par la force, n'est pas un phénomène appartenant uniquement à notre époque. Bien au contraire, ce monstre s'est reproduit tragiquement dans notre histoire moderne au détriment de centaines de millions de vies humaines et de richesses innombrables.

¹ « Bush Sees No Need for Law to Approve Eavesdropping », *The New York Times*, 27 January, 2006.

² « ... While Tripping Up on Propaganda Abroad », *Time Magazine*, December 12, 2005.

³ « America Doesn't Need a New King George », *Time Magazine*, January 23, 2006.

Se considérer comme un peuple élu ayant pour but d'éclairer le monde, avec une large part de messianisme, ce n'est certes pas une exclusivité américaine au regard de l'histoire. Cette pensée était assez répandue parmi les grandes puissances européennes avant la première guerre mondiale. A l'époque glorieuse de l'Empire britannique, les anglais arboraient en quelque sorte un narcissisme, selon l'expression de Milton du ^e siècle : « Que l'Angleterre n'oublie pas sa prééminence parmi les Nations et qu'elle leur enseigne à vivre ! ». Quant à la France, elle se targue encore aujourd'hui de valeurs fondamentales telles que la souveraineté populaire, les droits de l'homme, l'égalité devant la loi, la laïcité, l'ouverture des carrières aux talents, etc. Ces principes furent amenés à cimenter au fil du temps un nationalisme français, qui se prit pour conducteur de la mission civilisatrice afin de transmettre ces vérités universelles au reste du monde. Comme le prétend Edgar Quinet, seule la France avait « l'instinct de la civilisation, le besoin de prendre d'une façon générale l'initiative pour amener le progrès dans la société moderne... C'est ce besoin désintéressé autant qu'impérieux..., qui fait l'unité de la France, qui donne un sens à son histoire et une âme à la patrie. » En ce qui concerne le nationalisme allemand de cette époque, il n'est pas en reste vis-à-vis des anglais et français. Dans l'Empire du Kaiser Guillaume ^e, les allemands pensaient que l'Allemagne pouvait guérir le monde, grâce à son sens particulier de l'ordre et progrès technique, à sa culture organique, ancrée dans une communauté (*Gemeinschaft*). Selon Johann Gottlieb Fichte au ^e siècle : « Seule l'allemand peut être patriote ; lui seul, pour l'amour de son peuple, peut contenir toute l'humanité ; à l'opposé, le patriotisme de tout autre peuple s'avérera égoïste, étroit, hostile au reste de l'humanité¹. »

Même la propagande des nationalistes dans les différentes périodes est plus ou moins semblable. Lorsqu'un allemand réclama à ses concitoyens le soutien de la Grande Guerre : « Enfin la vie avait retrouvé un sens. Les grandes vertus que sont l'humanité, la fidélité, la patriotisme, le don de soi pour un idéal... triomphaient de l'esprit marchand et boutiquier... », l'écho est entendu moins d'un siècle plus tard avec une nouvelle version d'après le 9/11 : « Quelque chose dans le fait que toutes les couleurs, les fois, les races s'entraidaient, unies dans la même ferveur, mutuellement dépendantes et se soutenant mutuellement, vous faisait dire : nous l'avons scellé ce jour-là. Nous avons scellé le pacte, scellé la promesse que nous avons faite autrefois... Nous sommes des américains. » Lorsque le Kaiser Guillaume déclara en 1914 : « Je ne connais pas de partis, je ne connais que des allemands. », dans la même veine en 2004 le président américain Bush se fournit de l'image d'un président en guerre, au-dessus des luttes politiques².

Face aux peuples versatiles au sujet des guerres impériales, les nationalistes recourent souvent au nationalisme en manipulant l'opinion publique. Pendant des années, le gouvernement Bush met l'accent sur la menace vraisemblablement omniprésent des terroristes. En dramatisant les activités terroristes à l'intérieur, il a obtenu le *Patriot Act* et usé des écoutes téléphoniques pourtant interdites par une loi existante. En abusant le peuple américain au sujet d'un lien entre Al-Qaida et Saddam Hussein et de l'existence d'ADM en Irak, il a pu déclencher une guerre impopulaire. Les sempiternels refrains nationalistes ne deviendront jamais la vérité, pourtant ils fonctionnent à un moment donné. A peu près un siècle auparavant, les nationalistes britanniques exagéraient l'importance de la compétition de la marine du Kaiser en alertant sans arrêt leurs compatriotes de la perte possible de la puissance maritime britannique. Mais la bataille du Jütland en 1916 révélait finalement la supériorité de la flotte britannique. Les français, pour leurs parts, s'efforçaient toujours d'instiller au peuple les sentiments de haine et de vengeance après l'humiliation de la guerre franco-allemande 1870-1871. Dans les livres, les journaux, les manuels d'école, les bandes dessinées, etc., cette sorte

¹ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.87-92.

² Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.68-70.

de nationalisme semblait omniprésente. Le besoin de regagner l'Alsace et la Lorraine poussait ce nationalisme à l'extrême en accentuant continûment la menace imminente de la rive droite du Rhin. En revanche, les allemands prétendaient alors être assiégés par les autres puissances européennes et dénonçaient l'injustice de l'ordre international au profit des puissances traditionnelles telles que la Grande Bretagne et la France. Tout au début de la Grande Guerre, les gens se sont rués dans les rues, acclamant les soldats partants de l'armée du Kaiser avec des fleurs, des banderoles et des chansons militaires. La fin est pourtant devenue un cauchemar pour la nation allemande, et le pire en a découlé. Les débris de ce nationalisme déçu, de concert avec les préjugés contre les juifs cultivés depuis longtemps dans la société allemande, et en outre l'envie de redresser la puissance allemande sur la scène internationale, ont convergé vers le Nazisme.

L'histoire ne doit pas se répéter. Sur les ruines de la deuxième guerre mondiale, les européens ont dépassé l'étape de la fièvre du nationalisme et commencé à construire l'Union Européenne. Jusqu'à aujourd'hui, même si ce colosse a encore des problèmes organiques et politiques, il est vraisemblablement impossible d'imaginer une guerre interne. Pour les Etats-Unis, le cas est différent. Leurs puissance et influence d'aujourd'hui excèdent de loin celles des pays européens d'autrefois. En tant que superpuissance du 20^e siècle, ils ont gagné les deux guerres mondiales et la guerre froide sans avoir subi de pertes significatives sur leur sol. Le 9/11 est plutôt « symbolique », pas une vraie guerre. C'est pourquoi les américains ne connaissent pas les conséquences catastrophiques du nationalisme extrême. Mais mieux vaut tirer des leçons de l'expérience d'autrui que de répéter les mêmes.

Provenances divergentes en perpétuelle évolution

« Seule une nation en paix avec elle-même, avec ses erreurs comme avec ses succès, est capable de comprendre les autres avec générosité... Une nation puissante, manquant de confiance en elle, a toutes les chances de se conduire envers les autres et envers elle-même de façon dangereuse. Ressentant le besoin de prouver ce qui aux autres apparaît évident, elle commence à confondre pouvoir et pouvoir total, responsabilité et responsabilité totale. Elle ne peut reconnaître aucune erreur ; elle doit avoir gain de cause dans toute querelle, si triviale soit-elle... Graduellement, mais indiscutablement, l'Amérique montre les signes de cette arrogance du pouvoir, dont ont souffert, dans le passé, de grandes nations, qui les a affaiblies, et parfois détruites. Dans ces conditions, nous en sommes plus à la hauteur de nos possibilités et de nos promesses en tant qu'exemple de civilisation donné au monde. La mesure de ces attentes et ces déceptions est celle d'un devoir patriotique de dissidence¹. »

J. William Fulbright

Comme dit un dicton, « Rome ne s'est pas faite en un jour », cela fait longtemps que le nationalisme américain est devenu tel qu'il est aujourd'hui. Les Etats-Unis sont réputés multiraciaux, multiethniques, multireligieux, multiculturels, passant pour un pays d'immigrés. Apparemment, les sources de leur nationalisme ne sont pas monolithiques, homogènes et immuables à travers les deux derniers siècles. En fait, ils ne cessent jamais de se heurter, s'influencer et se fondre, jusqu'à former cette figure actuelle. Mais pourquoi les opinions du public américain sont-elles si favorables au gouvernement Bush, surtout en 2002-2003, s'interroge-t-on, tant à gauche qu'à droite. En même temps pourquoi les oppositions sont-elles muettes, soient inaudibles ? Pourquoi Bush a-t-il pu avoir une situation tellement favorable et lancer la guerre en Irak sans aucun risque intérieur ? Pourquoi la guerre en Irak encore continue-t-elle, malgré le risque d'une guerre civile irakienne, sans que l'on ne voit se dessiner une alternative à cette politique catastrophique ?

¹ J. William Fulbright, *The Arrogance of Power*, Random House, New York, 1966, P.22.

Le Credo américain recto verso

La découverte d'un sociologue canadien offre aux questions ci-dessus une explication partielle. Il a trouvé en Amérique « une centaine de sectes et de groupes, chacun en apparence différent des autres, mais prêchant tous la même mission ». Ce consensus idéologique, raconte-t-il, est assorti de « tout l'attrait moral et émotionnel d'un symbole religieux ¹ ». Ce qu'il a décrit concerne un socle fondamental du nationalisme américain, le Credo américain. Du point de vue d'Anatol Lieven, il s'agit des éléments essentiels suivants : la foi dans liberté, le gouvernement constitutionnel, la loi, la démocratie, l'individualisme, l'égalitarisme politique et culturel. Et ils sont restés à peu près inchangés au cours de l'histoire des Etats-Unis². Ces principes peuvent être reliés aux Lumières anglaises et aux philosophies libérales jusqu'à l'époque de la Grande Charte.

A l'entérinement de la constitution américaine en 1787, ces principes furent formellement adoptés et intégrés dans l'esprit du peuple au Nouveau Monde. Le Credo et la Constitution, dans la conviction des américains, représentent les valeurs universelles et le modèle parfaitement applicable à toute l'humanité. Pour eux, l'histoire est une ligne droite et le reste du monde viendra à ces principes intangibles tôt ou tard. Les nouveaux venants, quelles que soient leurs couleurs, leurs religions et leurs cultures, sont obligés de faire un choix, soit avec « nous », c'est-à-dire, adhérer sincèrement au Credo au cours de la construction de cette nouvelle république, soit contre nous, autrement dit, être marginalisés rapidement et voués finalement à la disparition. Chaque fois quand quelque chose va mal, les américains reviennent automatiquement et spontanément au recours du Credo. Dans le cas de la lutte contre la ségrégation raciale, Dr. Martin Luther King prononça son discours le plus connu au Lincoln Memorial, le 28 août 1963 : « J'ai tout de même un rêve. C'est un rêve profondément enraciné dans le rêve américain, qu'un jour cette nation se lèvera et vivra en accord avec son Credo³. »

Ici, il existe un épisode amusant. Les non américains se moquent souvent de l'histoire courte des Etats-Unis quand on parle de la civilisation. Huntington riposte : « Les principaux éléments de la constitution anglaise furent exportés au Nouveau Monde et ils y commencèrent une vie nouvelle, au moment même où on les abandonnait dans leur pays d'origine. Formés sous les Tudors, ils avaient donc, de façon significative, un caractère médiéval... Le cadre institutionnel établi en 1787 a quant à lui bien peu changé en 175 ans⁴. » De cet argument, un autre américain conclut, l'Amérique est donc « la plus ancienne république, la plus ancienne démocratie, le plus ancien système fédéral ; elle a la plus vieille constitution écrite et peut se vanter d'avoir les plus anciens partis politiques dignes de ce nom⁵ ».

Mis à part cette foi intransigeante, il faut également noter le mythe « Yankee » des ancêtres puritains de Nouvelle-Angleterre, à la fois ancien et puissant, qui se renforce avec le Credo et peut pousser parfois le nationalisme jusqu'à la folie. Selon ce nationalisme, les colons, élus de Dieu, sortis de l'Europe en décadence, eurent une nouvelle vie dans le but de construire « une cité sur la colline » pour éclairer le monde. En conséquence, les gens du Nouveau Monde sont exempts des péchés originels. Quand bien même les Blancs du Sud se sont toujours méfiés des Yankees, à propos de leur opinion sur l'innocence, la pureté et le modèle américain, ils se sont mis d'accord. Puisqu'en dehors de l'Amérique, la turpitude est un peu partout, les américains

¹ Cité dans Seymour Martin Lipset, *American Exceptionalism: A Double-edged Sword*, W. W. Norton, New York, 1976, P.291. Le sociologue s'appelle Sacvan Bercovitch.

² Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.122-123.

³ James Melvin Washington, *A Testament of Hope: the Essential Writings of Martin Luther King, Jr.*, Harper and Row, New York, 1986, P.217-220.

⁴ Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven, P.96-98

⁵ Cité dans Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.126.

doivent ne pas écouter les autres, être vigilants sur leur comportement, s'éloigner d'eux si possible. Lorsque le temps vient pour les américains de sauver le monde dégradé, il faut le reforger selon le modèle américain après avoir lavé les péchés. Voilà où vient le messianisme. Ainsi que l'exceptionnalisme et l'isolationnisme sous les autres angles. Les valeurs, les principes, les vertus des américains sont tellement anciens, précieux, nobles et éminents qu'il faut bien les garder, bien les cultiver, bien les inspirer à la société américaine afin de ne pas être souillés par les péchés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Voilà le conformisme. Dans la structure sociale, ce dernier reflète un sentiment d'appartenance, pour la majorité des américains, à une « classe moyenne ». Ce statut fait partie du Rêve Américain, mais aujourd'hui ne correspond pas forcément à la traditionnelle définition économique.

A juste titre, le Credo fournit un mécanisme d'autocorrection aux américains. Et généralement accompagné d'une méfiance à l'encontre des politiciens de Washington, des élites de la côte Est, des complexes industrialo-militaires, des financiers et banquiers de Wall Street. Ce consensus inconscient de la majorité des américains, la classe moyenne en particulier, impose au gouvernement une restriction afin de ne pas pouvoir aller trop loin. Par exemple, quand le président Richard Nixon entreprit d'affaiblir ses adversaires par l'écoute téléphonique, il subit un « impeachment » peu après les révélations du journal *Washington Post*. Devant la pression massive et la colère populaire, il fut le premier président des Etats-Unis qui démissionna pendant son mandat. Quelques années plus tard, une loi était promulguée pour restreindre cet abus du pouvoir présidentiel. Faut-il mentionner également les progrès sociaux dans les années troubles 1960-70. Animées d'une profonde conviction, les minorités ont commencé à revendiquer les droits de l'homme, l'égalité et la justice. Une icône de l'anti-ségrégation, Madame Rosa Parks, est décédée il y a peu de temps. Son geste symbolique de se mettre dans la zone réservée aux Blancs dans un bus, a entraîné un grand mouvement des peuples Noirs. L'abrogation de l'apartheid aux Etats-Unis en est une conséquence. En ce qui concerne son motif à ce moment-là, rappela-t-elle, « je n'étais pas fatiguée physiquement, au moins pas plus fatiguée que je l'étais normalement à l'issue d'un jour de travail... Non, la seule fatigue que j'ai ressentie, c'était celle de céder [le droit civique]¹. »

Mais quand il est exacerbé par le nationalisme, le Credo apparaît comme le revers d'une médaille. A un moment donné, en temps de guerre plus spécialement, les américains se demandent et demandent aux autres la loyauté et la confiance à la patrie, dont le président et son gouvernement sont les représentants. Par conséquent, les discussions franches, libres, honnêtes et sérieuses disparaissent. Les nationalistes en profitent, propagent les opinions idéologiques, et évoquent une mission messianique. Dans les années reaganiennes, pour guérir le traumatisme de la guerre de Vietnam, le président Reagan était déterminé à redresser la puissance américaine en concurrençant l'Union Soviétique tous azimuts. Simultanément, il décrivait son ennemi juré comme l'Empire du Mal. Cette dénomination dérivait bien évidemment de sa conviction profonde. Puis, le président George W. Bush, en tant qu'adorateur de Reagan, vraisemblablement inspiré de cette dénomination, utilise quant à lui un langage encore plus idéologique tel que l'Axe du Mal. A sa place, une vision manichéenne, rigide est publiquement encouragée. Le bien contre le mal, la liberté contre le totalitarisme, la démocratie contre la tyrannie, etc. A l'en croire, il a très naturellement engagé les Etats-Unis dans la guerre d'Afghanistan, d'Irak. Peut-être y aura-t-il d'autres cas par la suite, pour éliminer les maux et promouvoir les biens. Dans un discours très récent, il a confié : « Je crois que la liberté est universelle. Je crois que profondément dans l'âme de chacun le désir est d'être libre ... Et si vous le croyez, puis vous avez confiance dans les peuples qui vont

¹ «A Fond Farewell», *Time Magazine*, December 26, 2005-January 2, 2006.

demander la liberté s'ils sont donné une chance. Et les irakiens prouvent que cette théorie est vraie¹. »

Voici une critique pertinente. « La véritable mission de l'Amérique, pour ceux qui soutiennent cette idée, est une croisade morale à l'échelle mondiale. Ces gens ont probablement toutes les raisons de refuser le moindre crédit, la moindre attention aux arguments du point de vue opposé, et d'en appeler à une loi plus haute pour justifier, au nom d'un but noble, des moyens révoltants et sanglants. Car, quelle fin plus noble peut-il y avoir, demandent-ils, que la libération de l'homme...? L'ironie de cette approche moralisatrice, lorsqu'elle est exploitée par le nationalisme, c'est que le noble but d'en finir avec l'injustice et l'immoralité se traduit dans les faits par une guerre plus amorale, plus horrible qu'il n'en fût jamais et par le renversement des fondements mêmes de l'ordre politique et moral sur lequel la paix doit être construite² » Ironiquement, cette critique est sur la guerre de Vietnam. Il semblerait que les séquelles de celle-ci ne sont encore guéries par rapport au nationalisme américain, c'est le moins que l'on puisse dire.

Un nationalisme invétéré de la souche blanche

Dans les innombrables produits hollywoodiens, il existe une catégorie, Western, qu'affectionnent toujours les américains, parfois si stéréotypée soit-elle, de sorte que même le président Bush aime montrer en public son habillement d'un Cowboy dans son ranch texan à l'occasion des vacances. Les héros Westerns représentent les caractères typiquement américains : viril, dur, intrépide, belliqueux, honnête, tenace, etc., du moins aux yeux des américains. A l'aide de la créativité et la productivité des usines de rêve, les hollywoodiens ont forgé un mythe de la culture américaine exporté au monde entier jusqu'un film récent, « *Brokeback Mountain*³ », qui brise cette masculinité Western de façon cruelle. Pourquoi les américains, les WASPs (White Anglo-Saxon Protestant⁴) en particulier, aiment-ils une telle image de Cowboy, qui fait l'objet souvent des polémiques d'autres pays surtout à l'encontre de leur politique étrangère ? L'héritage de l'exploitation du pays, combien influe-t-il sur le nationalisme d'aujourd'hui ? Y a-t-il des différences entre les sources du nationalisme américain ?

Le noyau dur du nationalisme américain. Au moment de l'Indépendance, dans les 13 anciennes colonies, la grande majorité de la population était constituée de deux groupes ethniques, Anglo-Saxons et Ecossois d'Irlande, religieusement tous protestants, linguistiquement tous anglais, si l'on exclut les non Blancs, dits Indiens et Noirs, qui en ce moment n'étaient pas considérés comme américains au sens du droit civique. Par rapport à l'Europe de la même époque, cette homogénéité prématurée de la population forma un noyau dur du nationalisme américain qui perdure jusqu'à ce jour. Dès le début, les immigrants Anglo-Saxons et Ecossois d'Irlande, épris de leur conviction protestante, de leur tradition des anciennes colonies, et certaines cultures anglaises et écossaises du ^e siècle ou encore avant, généralement avec un méfiance à l'égard du catholicisme, se montrèrent hostiles à tous les changements à l'encontre de leur âge d'or, qu'ils soient ethniques, sociaux, culturelles, ou de l'expansion capitaliste. Au fil du temps, les circonstances où ils vécurent ont inéluctablement changé, cet héritage qu'ils léguèrent a néanmoins réussi à survivre et s'est progressivement transformé en conservatisme enraciné dans la société américaine. Certains courants de ce

¹ George W. Bush, *President Discusses Global War on Terror Following Briefing at CENTCOM*, February 17, 2006, <http://www.whitehouse.gov>.

² C. Vann Woodward, *The Burden of Southern History*, Louisiana State University Press, Baton Rouge, p.205-207.

³ Ce film raconte une histoire triste de deux cowboys homos, qui a eu lieu en 1963 au Wyoming et au Texas, réalisé par Ang Lee, interprété par Heath Ledger, Jake Gyllenhaal, distribué en Janvier 2006.

⁴ La population américaine est composée majoritairement des WASPs.

conservatisme, disons les conservateurs extrémistes, sèment toujours la haine, la peur, le fanatisme et même la paranoïa à un moment donné contre les menaces envers leurs racines précieuses, qui peuvent être la modernité, les nouveaux immigrants, la décadence sociale, les complots internationaux et les « cinquièmes colonnes » en fonction de la situation. Dans les années 1850, apparurent un mouvement éphémère mais très influent de l'histoire américaine, « *Know Nothing*¹ » (ne sais rien), extrêmement hostile aux immigrants nouveaux venus. Sa branche politique, le Parti Américain, demandaient publiquement un allongement du processus de naturalisation de la diminution des droits politiques des personnes nées à l'étranger. Ce mouvement alla jusqu'à désigner un candidat à l'élection présidentielle en 1856². A mesure de la montée en puissance des Etats-Unis, en raison de la grande nécessité de main-d'œuvre, un afflux d'immigrants surgissait. Pendant ces temps, ce nationalisme radical s'est métamorphosé en plusieurs formes : raciste intrinsèque, idéologique hystérique, conservateur extrémiste. La première était conduite contre les Noirs, les Mexicains, les Chinois, les Latino-américains jusqu'à l'abrogation officielle de l'apartheid en 1957, quand bien même une couche de sédiment raciste perdure à notre jour dans l'esprit du fond des extrêmes droites. La deuxième était dirigée vers les boucs émissaires d'origine Allemands et Japonais respectivement dans les périodes de deux guerres mondiales seulement à cause des crimes de leurs pays originels. Dans la première moitié des années 1950, ce nationalisme paranoïaque se développa à son zénith lorsqu'un sénateur Joseph R. McCarthy créa un comité d'enquête sénatorial qui poursuivit les « menées anti-américaines » (NDLR : les personnes suspectées de sympathies communistes. Ces persécutions étaient dès lors réputée d'un nom infâme : la « chasse aux sorcières »). Après la reconnaissance des droits civiques des Noirs et des femmes, les mouvements de la libération sexuelle, la défaite de la guerre de Vietnam, les crises pétrolières, la stagnation de l'économie, la société américaine a beaucoup changé. Adaptée à ces changements, la troisième forme est apparue. Les conservateurs extrémistes prônaient la restauration des valeurs traditionnelles à l'intérieur et l'exportation des idéologies américaines à l'extérieur en phase avec les politiques de la droite Républicaine. Parmi eux, un courant est entré dans la scène politique avec un charme irrésistible d'autant plus qu'ils prétendaient changer le statu quo international et imposer l'hégémonie américaine, si nécessaire de manière unilatérale. Il s'appelle néoconservatisme, dont l'on traitera au chapitre suivant.

La tradition de la Frontière. Cette tradition est enracinée fermement dans un passé terrible de conflit racial et d'expérience rigoureuse d'exploitation fermière, qui concerna, à un moment ou à un autre, tous les Etats du pays, et qui demeure encore très présent aujourd'hui dans le Sud et dans l'Ouest³. On a même pu la nommer tradition jacksonienne ou nationalisme jacksonien en provenance d'un chef de file, le président Andrew Jackson. La tradition de la Frontière comporte plusieurs traits communs tant dans le Sud que dans l'Ouest. D'abord, il s'agit d'un caractère extrême conservateur, qui mélange le calvinisme des Ecossais d'Irlande, l'héritage d'une structure agraire et la croyance puritaine des anciens colons. Les vertus des « américains de souche » présentent une hostilité envers le sous-prolétariat urbain, les paresseux, les alcooliques, les féministes, les homosexuels, l'avortement, et dans la plupart de l'histoire américaine une supériorité aux non Blancs, Noirs, Mexicains etc. Au fil du temps, ce caractère a dû s'adapter à l'évolution sociale, est devenu un conservatisme populiste, et même s'est étendu aux non Blancs conformes à ces valeurs collectives. Le deuxième trait est lié aux préjugés régionaux, si l'on reprend le mot de Thomas Jefferson, le Sud et l'Ouest honnêtes

¹ Quand les membres étaient interrogés de leurs vœux et leurs rites secrets, il répondaient : « I know nothing » (je ne sais rien). C'est la provenance de cette appellation.

² Arthur M. Schlesinger, Jr., *L'Amérique Balkanisée : Une Société Multiculturelle Désunie*, 2^e édition, Economica, 1999, P.29. Traduit par Henri Bernard de la version anglaise, *The Disuniting of America. Reflections on a Multicultural Society* revised and enlarged edition, publié par W. W. Norton & Company, Inc., New York.

³ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.216.

contre l'Est décadent, exploiteur et surtout commerçant, y compris financiers capitalistes, snobs en « bas de soie », élites de rentiers héréditaires, intellectuels surpayés, gourous universitaires, bureaucrates et avocats – tous suspects de contacts, d'influences ou de connivences avec l'étranger (par le passé, cette tradition comporta une part d'antisémitisme¹). Même aujourd'hui, cette attitude a encore une influence non négligeable, sinon populaire pour le peuple américain. Lors du discours de l'Etat de l'Union 2006 du président Bush, je me souviens très bien d'un tonnerre d'applaudissement biparti au Congrès après il a annoncé : « les décisions [de la diminution du niveau des troupes américain en Irak] seront prises par nos commandants militaires, non pas par les politiciens à Washington, D.C.² » Le troisième trait est le plus important, qui peut expliquer dans une grande mesure le militarisme et l'expansionnisme d'aujourd'hui, concerne les guerres d'une férocité exceptionnelle à l'encontre les habitants indigènes de ce continent, c'est-à-dire, les indiens américains. Tout au début dans le Sud, après la marche vers l'Ouest, avec une propension à la brutalité et un goût pour la victoire totale et sans réserve, les Blancs de la Frontière chassèrent et tuèrent d'innombrables d'indiens à tel point que ce fut un génocide quelque part. Et ils furent poussés par l'élan d'expansion jusqu'à la disparition des terrains à conquérir. Cet héritage a façonné un aspect important du nationalisme américain et est devenu une source inépuisable des films hollywoodiens comme on l'a noté ci-dessus. Regardons une image d'un Texan : « Au Texas, le temps de la Frontière n'est pas si loin... Lorsqu'on le provoquait, [le texan] combattait avec son arme ou ses poings, mais il combattait la terre aussi, comme si elle était son ennemie. C'était un homme d'action, plus que de contemplation ; un individualiste, qui était très fier de la victoire – sur la terre et sur les autres hommes. Sa vie était constituée de faits bruts et la prière fondamentaliste venait confirmer sa conviction que les choses étaient blanches ou noires... L'homme qui agit, qui se bat, qui résiste au péché, qui ne prend ses ordres ni d'autres groups ni d'autres hommes et qui ne triche pas... voilà l'homme de la Frontière, et il est encore vivant à Dallas, et au Texas³.» Ici, peut-on entrevoir une image de George W. Bush, habitant et ancien gouverneur de cet Etat ?

Le Sud Blanc. Selon le recensement de 2002, les Blancs du Grand Sud (les onze anciens Etats confédérés plus l'Oklahoma, le Missouri, le Kentucky et la Virginie occidentale) représentent plus de 20% de la population totale des Etats-Unis. Si l'on ajoute leurs alliés naturels, les Etats de l'Ouest, la position politique des Blancs du Sud a bien sûr une influence importante dans le système fédéral américain. Le fait que dans l'élection présidentielle ni Al Gore en 2000, ni John Kerry en 2004 n'a remporté les votes d'un seul Etat du Sud, signifie que les Blancs du Sud forment le réservoir de votes en faveur du parti conservateur Républicain. En revanche, comme soulignent certains analystes politiques tels que Michael Lind, Kevin Phillips, etc., un processus de la « méridionalisation » a eu lieu au sein du parti Républicain pendant les deux dernières décennies. Leurs représentants sont entrés dans le Congrès, le Cabinet du gouvernement et les autres branches du pouvoir fédéral. En général, l'ensemble de la politique américaine est tourné à droite et au conservatisme depuis la fin des années 1970, bien qu'il n'en aille pas comme une ligne droite, en particulier dans cette dernière décennie marquée de deux jalons : l'un est la « révolution républicaine » en 1994, c'est la première fois depuis la présidence Eisenhower que les républicains ont emporté la majorité au Congrès ; l'autre est la constitution gouvernement Bush à direction texane en 2001. Conformément à cette tendance, le nationalisme est bien teinté de la culture du Sud Blanc dans la mesure où sur la scène internationale on voit ses caractères significativement plus dur et

¹ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.218-219.

² George W. Bush, *State of the Union*, 2006, <http://www.whitehouse.gov>.

³ Warren Leslie, Dallas, *Public and Private: Aspects of an American City*, Southern Methodist University Press, Dallas, 1998, P.98-99.

belliqueux qu'auparavant. « Une part non négligeable du nationalisme réactionnaire de l'Amérique du ^e siècle peut être directement attribuée au conservatisme prononcé du Sud et à son isolement relatif, voire à son hostilité aux étrangers et aux idées étrangères¹. » Au sens large, la frontière séparée le Grand Sud du Nord, selon certains sociologues, court à peu près le long de la route 40, qui s'en va d'est en ouest à travers l'Ohio, l'Indiana et l'Illinois. A l'Ouest, le Grand Sud comprend l'Oklahoma et d'autres Etats colonisés par des populations majoritairement issues du vieux Sud². Le fameux *Bible Belt* (la religion protestante évangélique) est situé dans cette région, qui constitue l'image profondément religieuse des Etats-Unis. Dans les paragraphes suivants, on va étudier ce trait du nationalisme. En effet la culture du Sud s'est étendue bien au-delà de son terroir originel, dont certains pans se retrouvent dans tous les Etats-Unis comme pour la religion protestante évangélique, pour le culte des armes à feu, pour la musique *country and western*, pour les courses de *stock car*, etc. Le Sud est aussi depuis longtemps la patrie d'une forme particulièrement intense du nationalisme américain, fondé sur le respect que l'on doit à l'armée et nourrie des valeurs militaires, elle-même intégrée dans une culture plus vaste reposant sur la religion, la famille, le virilité et le sens de l'honneur³. Sachant que pendant une longue période après la guerre de Sécession et la reconstruction qui suivit, l'emprise du Sud a pesé sur le parti Démocrate et le parti Républicain, il faut admettre que le Sud a forgé quelques aspects importants de la politique américaine.

Les facteurs ethniques, religieux et sociaux

Dans la formation évolutive du nationalisme américain, il existe également d'autres facteurs qui pèsent de façon non négligeable. Depuis des années 1950, les ethnies minoritaires ont commencé à prendre conscience de leur droit civique, qui doit être identique aux autres, et à revendiquer de restaurer ou développer leurs propres cultures autres que celle des WASPs. Tandis que tout cela était réalisé progressivement après des décennies de luttes sous le drapeau antiraciste, le multiculturalisme est apparu comme une tendance inévitable. Considérant le nombre impressionnant des nouveaux immigrants aux Etats-Unis pendant des décennies, en particulier compte tenu de l'accélération du nombre de certaine ethnie, on peut mieux comprendre les réactions nationalistes sur ce point. La tendance multiculturelle est-elle actuellement une menace imminente de la racine Blanche et comme dit Huntington un « choc de civilisations » au niveau national? Pour analyser entièrement les caractères du nationalisme actuel, il faut prendre en compte en même temps les facteurs religieux et sociaux dans une époque de mondialisation. Peut-être ce propos d'Huntington a raison, « plus un pays est religieux, plus il tend à être nationaliste⁴ ». L'existence du protestantisme fondamentaliste évangélique, notamment la croyance des différents courants du millénarisme, a pour effet d'influer sur l'opinion publique et enfin sur la politique du gouvernement. En outre, les réactions sur le changement de la société, sur le décalage élargi d'entre les riches et les pauvres, sur le déclin de la classe moyenne, ont engendré une amertume en plein cœur de nombreux américains. Effectivement, cela favorise souvent la montée du nationalisme.

Le souci du multiculturalisme. Comme on l'a dit dans l'introduction de ce mémoire, Huntington exprime explicitement sa préoccupation intellectuelle sur les menaces des « américains de souche », à savoir la culture Anglo-Saxonne et Ecossaise d'Irlande. En réalité

¹ Francis Butler Simkins et Charles Pierce Roland, *History of the South*, Alfred A. Knopf, New York, 1972, p.11

² Peter W. Williams, *America's Religions From Their Origins to the 21st Century*, University Illinois Press, Chicago, 2002, p.283.

³ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.234-235

⁴ Samuel Huntington, « Dead Souls: The Denationalization of the American Elite », *National Interest*, No.7, summer 2004.

dans les cycles universitaires aux Etats-Unis, il existe de vigoureuses oppositions au multiculturalisme balkanisateur durant les dernières décennies, dans lesquelles on entend les plus hautes voix de personnes telles que les politologues Lawrence Fuchs et Peter Salins, les historiens Philip Gleason, John Higham et David Hollinger, le sociologue Todd Gitlin, et les journalistes Bill Raspberry, Stanley Crouch, Jim Sleeper, William Pfaff et Richard Bernstein¹. Leurs soucis ont suscité beaucoup de répercussions d'autant plus fortes dans le camp nationaliste que depuis très longtemps les américains ont pour fierté d'assimiler d'autres races et ethnies en formant une nouvelle nation. Cette fierté peut dater de l'époque des anciennes colonies. Un français Hector St. John de Crèvecoeur, qui avait émigré de France vers les colonies américaines en 1759, publia un livre désormais célèbre « Les Lettres d'un Fermier Américain » pendant la Révolution américaine, dans lequel il dépeint une nouvelle nation prospère. « Qu'est donc cet Américain, cet homme nouveau ? », répond-il, « il est lui-même un Américain qui, ayant laissé derrière lui tous ses préjugés et ses modes de vie anciens, en reçoit de nouveaux du nouveau genre de vie qu'il a adopté, du nouveau gouvernement auquel il obéit, et du nouveau rang qui est le sien. L'Américain est un homme neuf, qui agit selon des principes nouveaux... Ici, des individus de toutes Nations se fondent en une nouvelle race d'hommes². » Sa perception fut bien partagée par bon nombre d'américains au fur et à mesure que cette nouvelle nation grandit. Et elle devint une conception du *melting pot* (creuset) des ethnies. C'est-à-dire, les nouveaux immigrants se sont intégrés naturellement dans la matrice de la culture WASP en acceptant un consensus sur le Credo et d'autres principes. Mais après la Seconde Guerre Mondiale, tout au long des années de la maturation de conscience des ethnies minoritaires et de la reconnaissance de l'égalité de leur droit civique, les minorités ont commencé à développer leurs propres cultures ethniques, bien que différentes du courant dominant. Aux yeux des nationalistes, c'est à la fois un défi turbulent au *Melting pot* et un danger latent risquant de balkaniser la société américaine. Au début du ^{ème} siècle, la population des ethnies non Blanches augmente de façon accélérée, en particulier les Hispaniques. Voir le tableau ci-dessous :

Population des Etats-Unis par Race et Hispanique/Latino d'Origine, Recensement en 2000 et 2004

Race et Hispanique/Latino d'Origine	Pourcentage de population en 2000	Pourcentage de population en 2004
Population Totale	281 421 906	285 691 501
Race unique		
Blanc	75,1	75,6
Noir ou Africo- américain	12,3	12,2
Indien américain et Alaskien natif	0,9	0,8
Asiatique	3,6	4,2
Hawaïen natif et autres habitants des îles pacifiques	0,1	0,1
Deux ou plus de races	2,4	1,9
Certaines autres races	5,5	5,2
Hispanique ou Latino	12,5	14,2

Note : Les pourcentages ne se somment pas à 100% dus à l'imbrication, et parce que les Hispaniques peuvent être de n'importe quelle race, par conséquent sont comptés dans plus

¹ Arthur M. Schlesinger, Jr., *L'Amérique Balkanisée : Une Société Multiculturelle Désunie*, p.143.

² Cité par Arthur M. Schlesinger, Jr., *L'Amérique Balkanisée : Une Société Multiculturelle Désunie*, p.13-14.

d'une catégorie. Ceux qui sont marqués Autres Races ont été rangés dans une des catégories reconnues des races.

Source: U.S. Census Bureau, Census 2000 Brief and 2004 American Community Survey¹.

De 2000 en 2004 la population Hispanique a augmenté plus de 5 millions d'habitants, et représente 14.2% de la population totale. Ils se concentrent surtout dans les Etats limitrophes du Sud-Ouest, ont l'intention de gagner une vie bien supérieure à celle de leurs pays originels de l'Amérique Latine. Dans certains quartiers, ils utilisent l'espagnol comme la langage quotidienne. Le pourcentage de cette ethnie signifie l'importance des votes pour les élections. Le président Clinton a une fois exprimé son regret qu'il ne soit le dernier président des Etats-Unis qui ne sait pas parler espagnol. Son successeur le président Bush en est capable. L'influence des Hispaniques peut se vérifier au simple fait que beaucoup de web pages de la Maison Blanche sont bilingues : anglais et espagnol. Ce phénomène semble effrayer pas mal d'intellectuels nationalistes, y compris Huntington. Ils mettent l'accent sur les problèmes existants sur l'intégration et l'identité nationale. Et Huntington va jusqu'à prophétiser une image sombre de violentes réactions « anglo-blanches » à l'encontre de cette tendance². Cependant, ce n'est pas là où se trouve la problématique ad hoc, en fait, la langue espagnole parlée, selon le recensement des communes américaines en 2004 (*2004 American Community Survey*), ne concerne que 11.5% de la population, et parmi eux plus de la moitié parle très bien anglais³. Quant aux problèmes de l'intégration, c'est un sous-produit de notre époque, et quasiment mondial. D'un côté, la mondialisation accélère les flux migratoires dans tous les pays avec une main invisible de marché libre ; de l'autre, les immigrants, surtout les pauvres, vis-à-vis d'un environnement non familier, vivant dans les quartiers souvent désagréable, relie naturellement leur appartenance à leur ethnie, leur religion et leur culture en se mettant en dehors de la culture majoritaire. Par exemple, les émeutes dans les banlieues françaises, qui se sont produites de la fin octobre à la mi-novembre, reflètent à la française le problème de l'intégration. Aux Etats-Unis, les nationalistes n'ont pas cessé d'évoquer l'angoisse sur ce problème, plutôt pour dire en biais que la culture WASP doit s'appliquer aux toutes les races ou ethnies, dans un cadre où le « politiquement correct » est devenu une orthodoxie intangible.

Le fantôme du fondamentalisme évangélique. L'Ouragan Katrina a fait 1 400 morts environ le long du Golfe Côtier fin août 2005 aux Etats-Unis, dont la Nouvelle-Orléans a été la plus dévastée. Son maire Ray Nagin commentait ce cataclysme comme étant une expression de la colère divine pour l'occupation de l'Irak⁴. Cette parole donne lieu à un coup d'oeil sur l'étendue de la religion qui pèse d'une façon indirecte sur les pensées individuelles et les opinions publiques. Selon une enquête menée en 2000 par l'Université du Michigan, les protestants blancs évangéliques représentaient 23,1% de la population totale en occupant la deuxième place des groupes religieux, juste après les catholiques estimés à 27.3%. Les « protestants classiques » (épiscopaliens, méthodistes, luthériens, etc.) venaient en troisième position avec 21,3%⁵. La carte religieuse des Etats-Unis montre toujours une ceinture continue de comtés à majorité baptiste du Sud s'étendant de la Virginie centrale jusqu'au Texas oriental, englobant la Floride septentrionale et la plupart du Kentucky et du Missouri. Le reste de population blanche y adhère, pour l'essentiel, à d'autres églises évangéliques ou

¹ Voir: U.S. Census Bureau, s0602. *Selected Characteristics of the Native and Foreign-Born Populations*. <http://factfinder.census.gov/>.

² Samuel Huntington, « the Hispanic Challenge », *Foreign Policy*, March-April, 2004.

³ Voir: U.S. Census Bureau, s0602. *Language Spoken At Home*. <http://factfinder.census.gov/>.

⁴ « Verbatim », *Time Magazine*, January 30, 2006.

⁵ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.304.

fondamentalistes, comme celle des pentecôtistes¹. C'est ceci que l'on donne le nom « *Bible Belt* ».

En fait, la religion a joué jusqu'à ce jour un rôle énormément important, parfois indirect et sous-estimé, dans la vie politique aux Etats-Unis. Dans l'histoire, durant une très longue période, les églises protestantes offrirent un endroit de réunion et de communication aux gens ruraux et des petites villes, assumèrent certaines fonctions de municipalité telles qu'éducation, aide sociale, activités culturelles, etc. C'est pourquoi les croyances ardentes, même radicales sont en mesure d'avoir une base solide de soutiens. Par le système de l'élection, les religieux peuvent envoyer leurs représentants aux différentes branches du pouvoir fédéral et par conséquent avoir du poids sur la formation de la politique de Washington. Et à un moment donné, les idéaux fondamentalistes partagés d'un vaste nombre de gens furent canalisés vers un but politique par les mouvements populistes. Ici, on peut énumérer les activités raciales du *Ku Klux Klan* et la Prohibition. Le procès « Scopes » nous montre combien influent les fondamentalistes furent dans l'histoire américaine. Aussi tard qu'en 1925, un professeur, John Thomas Scopes, fut poursuivi par l'Etat du Tennessee pour avoir enseigné la théorie de l'Evolution !

Aujourd'hui, l'influence du fondamentalisme évangélique n'en reste pas moins dans le paysage politique, si l'on note le fait que les véhicules nouveaux comme télévision, Internet, téléphone mobile, etc., renforcent la diffusion de leurs idées. Selon les abondants sondages menés au niveau national, plus de 40% des américains croient la Bible à la lettre, ainsi qu'une séquence spéciale des scènes d'apocalypse que les prophéties détaillent. Plus récemment, un courant du fondamentalisme évangélique, « dispensationalisme », a été beaucoup diffusé par les radio évangélistes, les brochures popularisées, les prêtres fondamentalistes et pentecôtistes et les télé évangélistes comme Jerry Falwell, Jack Van Impe et John Hagee. Quant à la politique étrangère, ils ne cessent pas de prêcher leur propre version de l'Axe du Mal : les Nations Unis et autres institutions internationales, les conglomérats médiatiques mondiaux, les alliances commerciales, les coopérations multinationales et les institutions financières. D'après eux, ces organisations sont en train de fonder l'assise de la dictature prophétisée de l'Antéchrist. Au Moyen Orient, les colonies juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et l'idée de future reconstruction du Temple de Jérusalem sur un lieu sacré aux musulmans, sont bien accueillies comme un déploiement du Plan de Dieu. En outre, une anecdote intéressante lors d'une visite en 1998 de l'ex-premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a rendu visite d'abord à Falwell, ensuite au président Clinton². Cette propension fondamentaliste est liée souvent à la préconisation d'une mission messianique et par conséquent le nationalisme radical en bénéficie.

Comme une tradition, presque tous les présidents des Etats-Unis ont une habitude d'invoquer Dieu ou d'appeler sa bénédiction. Cependant, le président George W. Bush est sans doute le plus fervent et se justifie souvent sous l'intention de la divine Providence comme si il a un téléphone avec lequel il peut directement contacter Dieu. « Ce président – cette présidence –, est celle, des temps modernes, qui compte le plus résolument sur la foi, une entreprise fondée, soutenue et guidée par la confiance dans la puissance temporelle et spirituelle de Dieu. L'argent compte, et l'armée sans doute aussi. Mais le gouvernement Bush s'est voué à l'idée qu'il existe une réponse aux problèmes de société à l'intérieur et au terrorisme à l'extérieur : donner à chacun, partout, la liberté de trouver Dieu... Les adeptes d'une lecture littérale de la Bible sont aussi les plus forts soutiens de Bush... Ils sont, de loin, les plus fervents partisans d'une guerre – unilatérale au besoin – pour faire tomber Saddam³. »

¹ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.278.

² Paul S. Boyer, *When U.S. Foreign Policy Meets Biblical Prophecy*, [http:// www.alternet.org/story/15221/](http://www.alternet.org/story/15221/).

³ Howard Fineman, « Bush and God », *Newsweek*, 10 March 2003.

Bush lui-même décrit souvent les objectifs de la politique étrangère de sa nation en termes théologiques. Par exemple, avant la guerre en Irak, il s'est adressé au Congrès : « On ne sait pas comment cette guerre se déroulera, mais on sait comment elle finira. La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours affrontées, et nous savons que Dieu n'est pas neutre dans cette guerre. » Dans son « Etat de l'Union 2003 », il dépeignait Saddam Hussein comme une figure démoniaque, quasi-surnaturelle qui pourrait lâcher « un jour d'horreur que nous n'avons jamais su nulle part ». A ce moment, il non seulement joue sur les mémoires pas encore oubliées du 9/11, mais aussi invoque l'ancien vocabulaire apocalyptique en transmettant pour des millions de croyants des Prophéties un message spécifique et effrayant d'une fin à venir – non pas justement pour Saddam, mais pour l'histoire de l'humanité¹. Bien évidemment le penchant *bornagain* (né une deuxième fois en Jésus Christ) de ce président est fort acclamé par les fondamentalistes de sorte qu'ils vont jusqu'à plaider sa politique étrangère vigoureusement critiquée en Europe : « Ces partisans de Bush considèrent que le président subit les attaques du monde entier, plus particulièrement de l'Europe, où l'athéisme est en hausse et la religion en déclin, parce qu'il est chrétien² »

La rancœur de la mondialisation. Conforme au Credo américain, le rêve américain et le mode de vie américain représentent une fierté pour les américains et une aspiration pour les autres. Ce mythe dépeint un dessin plein d'espoir : tous le monde est né égal, a l'accès égal à la vie sociale. Si un homme travaille dur avec honnêteté, ne contrevient pas à la loi, n'est pas alcoolique ou drogué, il est assuré d'avoir un revenu en croissance constante suffisant pour faire vivre sa famille jusqu'à un âge avancé et donner à ses enfants un bon départ dans la vie et la possibilité d'une ascension sociale par l'éducation. De même, cela donne une connotation à l'idéal – la classe moyenne, à laquelle la majorité des américains se voient appartenir. Mais comme d'habitude, il y a toujours un écart entre la réalité et l'idéal. Au cours des trente dernières années, sous l'effet du changement économique et de la mondialisation, les revenus de la classe moyenne ont stagné voire baissé, les ouvriers qualifiés et non qualifiés en souffrant tout particulièrement³. Après huit ans d'Age d'or de la néo économie sous la présidence Clinton, la locomotive de l'économie mondiale a commencé à piétiner. La situation par conséquent s'est aggravée pour la classe moyenne. Comme confiait l'économiste Joseph Stiglitz, un gagnant du Prix Nobel, qui a présidé le *Council of Economic Advisers* (conseil des conseillers économiques) du président Bill Clinton, « nous n'avons pas fait suffisamment pour traiter l'impact de la mondialisation sur la classe moyenne⁴. » Face à une compétition impitoyable, sans avoir partagé les profits de la croissance économique d'auparavant, faute d'un système couvrant la précarité de l'emploi, suivie d'une couverture médicale défectueuse, beaucoup de membres de la classe moyenne n'ont plus confiance dans le maintien de leur position sociale. Le pire, c'est qu'à cause du prix toujours élevé du pétrole, le mode de vie américain risque aussi d'être changé. Dans son « Etat de l'Union 2006 », le président Bush a appelé les américains à une rupture de l'addiction du pétrole. Cette conséquence est double pour les gens qui se voient de la classe moyenne : d'une part, ils seront encore plus incertain sur l'avenir dans ce monde caractérisé pas des changements; d'autre part, le mode de vie dont ils sont épris depuis toujours ne représentera plus une valeur moderne, universelle.

Un autre sous-produit de la mondialisation, c'est l'urbanisation et la suburbanisation. Avec la diffusion de nouvelles technologies de communication et d'information, la dynamique et les règles du jeu de l'économie ont désormais dépassé le cadre territorial de la nation. Dans les zones rurales, sont apparue beaucoup de petites villes pour faciliter l'échange commercial.

¹ Paul S. Boyer, *When U.S. Foreign Policy Meets Biblical Prophecy*.

² Robert D. Novak, « Bush's Gay Marriage Test », *Washington Post*, 1 December 2003.

³ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.468.

⁴ Cité par Joe Klein, « It's Economic Security, Stupid », *Time Magazine*, March 13, 2006.

Ainsi que les petites villes et leurs banlieues se sont transformées en une agglomération grande. Ce processus est appelé urbanisation dans laquelle certains ont perdu leurs habitudes de vie auparavant, et d'autres sont obligés de migrer pour céder leur territoire. Entre 1992 et 1997, les 314 métropoles des Etats-Unis occupent un sixième du territoire, détiennent 80% de population, 84% des emplois et huit nouveaux emplois sur dix y ont été localisés. En même temps, la décentralisation des activités et des emplois étendue aux espaces suburbains (*inner suburbs*) et périphériques (*outer suburbs*), que certains traduisent par la métropolisation de l'économie, doit ainsi être considérée comme le fait majeur des mutations en cours, processus en face duquel la requalification d'une partie des villes centres ne représente qu'un fait mineur¹. Ce processus, on le nomme la suburbanisation, qui accompagne souvent une concentration spatiale des pauvres et des exclus dans d'anciens quartiers de la ville centre de la métropole (*inner city*), où le taux de pauvreté a doublé. Un tiers de la population pauvre est constitué d'enfants, où les enfants noirs et hispaniques sont surreprésentés². En raison du manque d'informations et des coûts de déplacement, les habitants de l'*inner city* aux revenus et qualifications limités ont souvent du mal à trouver un travail en banlieue. La majorité des habitants des municipalités bien branchées sur les réseaux économiques a en effet pris l'habitude de prendre ses distances avec les populations des territoires disqualifiés en mettant en évidence la drogue, la violence et les comportements déviants qui y sévissent³.

Ces nouveaux problèmes de la classe moyenne et l'*underclass* (les bas-fonds), ont créé un environnement favorable à l'essor du nationalisme radical. Les gens de la classe moyenne tendent à restaurer la tradition, l'ordre et la culture anciens pour avoir à nouveau le respect digne de leur statut. Les bas-fonds sont susceptibles d'imputer leur misère aux nouveaux immigrants légaux ou clandestins en considérant que leurs emplois sont pris par la main-d'œuvre venu de l'étranger. Dans ce cas, les nationalistes radicaux prônent à l'intérieur une « reprise en main » de l'Amérique, une parole de Newt Gingrich et Patrick Buchanan⁴, et à l'extérieur des interventions sans limites contre les ennemis des Etats-Unis, comme le slogan « la guerre globale contre le terrorisme ».

Vicissitudes dans l'arène internationale

« Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir. »

« Contrat Social »
Jean-Jacques Rousseau

« L'Amérique ne sort pas de chez elle en quête de monstres à détruire. Elle est partout l'amie de la liberté et de l'indépendance. Elle n'est le champion que pour elle-même. C'est en contenant sa voix, par la bienveillante sympathie qu'éveillera son exemple, qu'elle servira la cause générale. Elle sait bien qu'en s'enrôlant sous d'autres bannières que la sienne, fussent-elles d'une indépendance étrangère, elle s'impliquerait elle-même, inextricablement, dans toutes les guerres que mènent l'intérêt et l'intrigue, l'avarice, l'envie, l'ambition, parées des couleurs de la liberté, usurpant ses valeurs... Elle ne serait plus maîtresse de son propre esprit⁵ »

John Quincy Adams

¹ Ghorra-Gobin, Cynthia, *Les Etats-Unis entre local et mondial*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p238-239.

² P.A. Jargowsky, *Poverty and Place: Ghettos, Barrios and the American City*, New York, Russel Sage Foundation, 1997.

³ Ghorra-Gobin, Cynthia, *Les Etats-Unis entre local et mondial*, p241-242.

⁴ Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, P.208

⁵ John Quincy Adams, discours présidentiel du 4 juillet 1821, cité dans Walter Russell Mead, *Special Providence : American Foreign Policy and How It Changed the World*, Routledge, New York, 2002, p.185.

Harold Pinter, l'auteur dramatique britannique, lors de son discours à l'acceptation du Prix Nobel de la Littérature en 2005, a lancé: « Vous devez donner cela [le Prix Nobel] à l'Amérique. Elle a exercé une manipulation toute clinique de la puissance mondiale en se masquant en une force pour le bien universel. C'est un acte brillant, voire fin, bien réussi d'hypnose¹. » Etant donné l'évolution de la politique étrangère américaine, qui répercute en partie la tendance du nationalisme, il est invraisemblable de dire que Pinter n'a pas du tout raison. A juste titre, le 11 septembre 2001 est un tournant non seulement pour la politique étrangère américaine, mais pour le nationalisme. L'administration Bush jurera dorénavant de remodeler le monde selon les principes tout nouveaux. Aux yeux des historiens, il semblerait toutefois trop tôt pour tirer un bilan des conséquences du 9/11, compte tenu de la magnitude de l'événement et du manque de recul de temps, à l'instar de la remarque de l'ancien premier ministre de Chine Chou Enlai (Zhou Enlai) qui jugeait encore prématuré de prétendre analyser toutes les conséquences de la Révolution française après seulement deux cents ans d'histoire. En raison des informations abondantes de cette époque où nous vivons, au demeurant, il est à la fois possible et faisable de dresser un bilan provisoire de l'influence du nationalisme américain sur le plan international, et de tenter d'analyser ses conséquences.

Une rétrospective succincte de la politique étrangère américaine

Pendant plus de deux cents ans de son histoire, le nationalisme américain a toujours fluctué conformément aux différentes périodes. Les chercheurs dans le domaine de la politique étrangère ont néanmoins trouvé des traces de régularité. Beaucoup pensent que le nationalisme a oscillé grosso modo entre deux tendances. Pour les caractériser, les termes utilisés le plus fréquemment sont les suivants: exceptionnalisme et universalisme, unilatéralisme et multilatéralisme, isolationnisme et internationalisme (ou interventionnisme), idéalisme (ou messianisme) ou pragmatisme, etc., tout selon les préférences des auteurs. Quant au gouvernement Bush Jr., on a inventé un nouveau mot pour définir la politique qui est la sienne: « surréalisme² ». Les deux tendances ont leurs propres racines bien ancrées dans l'histoire, dont on peut trouver pour chacune un représentant.

L'une vient de l'adresse fameuse d'adieu en 1796 de George Washington, qui a fondé une série de critères qui servent aujourd'hui encore des points de référence pour les décideurs de politique étrangère dans notre ère. Du point de vue de Washington, la politique étrangère des Etats-Unis devrait être d'une façon ou d'une autre, unique et exemplaire, « digne d'une nation libre, éclairée, et grande dans une période à venir », et « donner à l'humanité l'exemple magnanime et tout nouveau d'un peuple toujours guidé par une justice et bienveillance exaltées. » En recommandant que les Etats-Unis restent à l'écart des querelles, conflits et guerres en Europe à cette époque-là, Washington disait, « la grande règle de conduite pour nous au regard des nations étrangères, c'est d'étendre nos relations commerciales et d'avoir avec eux aussi peu de connections politiques que possible. » En chantant les louages des vertus de neutralité, ajoutait-il, « c'est notre vraie politique de nous dérober aux alliances permanentes avec n'importe quelle part du monde étranger. » Les historiens et théoriciens débattent souvent sur les vrais sens des injonctions de Washington, pour isolationnisme ou pour unilatéralisme? Les deux côtés peuvent trouver des preuves suffisantes favorables à leurs opinions dans l'histoire de la politique étrangère du ^{ème} et début ^{ème} siècles. Ce qui semble clair dans les instructions de Washington, consiste à ce fait que pendant une très longue période les décideurs de la politique étrangère prirent à cœur les recommandations de Washington contre les tentatives de lier le sort des Etats-Unis à celui d'autres nations par

¹ Voir: « Verbatim », *Time Magazine*, December 19, 2005.

² Norman Birnbaum, « Aux Racines du nationalisme américain », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2002.

empêtrer leurs pays dans les alliances ou d'autres formes internationales d'engagement semi permanent¹.

L'autre vient des attitudes préconisées par le président Woodrow Wilson (1913-1921) à l'issue de la Première Guerre Mondiale. Dans son adresse bien connue « Quatorze Points » au Congrès en janvier 1918, déclara-t-il, « le monde devrait être façonné convenable et sûr à vivre, et particulièrement être façonné sûr pour chaque nation pacifique qui, comme nous-même, espère vivre leur propre vie, déterminer leurs propres institutions, être assuré de justice et commerce équitable par les autres peuples du monde comme contre la force et l'agression égoïste. Tous les peuples du monde entier sont en effet partenaires dans cet intérêt, et pour notre propre part nous voyons très clairement qu'à moins que la justice ne soit rendue aux autres elle ne nous sera pas rendue. » De ce point de vue, Wilson affirma que toutes les nations, les Etats-Unis inclus, étaient mutuellement dépendantes ou interdépendantes en quête de leur intérêt en paix. D'ici il rompit le canon classique de la politique étrangère d'auparavant, et il voulut aller bien au-delà, « une association générale devra être formée sous les conventions pour objectifs de permettre les garanties mutuelles de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale aux grands et petits pays de même.² » Malheureusement, son ambition a subi un franc échec lorsque le Sénat a refusé de ratifier la Convention de la Société des Nations. Mais ses idées sont désormais devenues une richesse qui nourrit toujours les partisans de l'internationalisme, du multinationalisme et de l'idéalisme.

L'histoire ne se déroule jamais comme une ligne toute droite. Bien que l'on puisse la simplifier en quelques traits pour faciliter notre recherche, il existe toujours des variétés dans la vie réelle. Par exemple, le parti Républicain censé être conservateur aujourd'hui, pourtant, au milieu du ^e siècle il était l'adversaire acharné de l'esclavage. Bien sûr, c'est le parti d'Abraham Lincoln, un des plus grands présidents des Etats-Unis. Mais n'oublions pas que ce parti était aussi le prôneur énergique de l'expansionnisme, et Lincoln lui-même combattit pendant la guerre contre le Mexique. Son but ultime était la défense du modèle américain et de ses intérêts nationaux face à un monde corrompu. Ses grands principes économiques étaient l'ouverture des marchés aux produits américains, le protectionnisme pour l'économie et l'importation en masse de capitaux³.

Dans la charnière entre les ^e et ^e siècles, l'expansionnisme se tourne vers le monde extérieur. L'industrialisation, l'exploitation de l'Ouest, les afflux d'immigrants européens, l'essor de l'économie, tout cela stimule l'appétit insatiable du capitalisme naissant. Les nationalistes ne se contentent pas de rester chez eux et commencent à chercher des proies nouvelles. La guerre contre l'Espagne et l'annexion des Philippines, ce sont les premiers agissements de l'impérialisme américain. Cette nouvelle puissance ne veut plus être « modeste », en revanche elle se sent assez forte pour adhérer au concert des grandes puissances européennes. Sous la présidence de Theodore Roosevelt (1901-1909), l'expansionnisme et l'impérialisme montent dans une nouvelle étape. Roosevelt accentue les intérêts des Etats-Unis dans leur hémisphère, affirme que les Etats-Unis doivent jouer dans l'hémisphère occidental « un rôle de policier international ». De cette façon, il transforme la doctrine Monroe en corollaire Roosevelt. Pour la construction du canal Panama, il n'hésite pas à provoquer une révolution en Colombie et à faire naître un nouveau pays aux dépens de cette dernière.

¹ Voir: Louis Delvoie, *Multilateralism or Unilateralism – Whither American Foreign Policy?* Options Politiques, November 2002.

² Idem.

³ Norman Birnbaum, *Aux Racines du nationalisme américain*, Le Monde Diplomatique, octobre 2002.

Impérialiste moral à tendance calviniste, Woodrow Wilson est opposé aux isolationnistes et unilatéralistes. Les premiers se vengent de l'entrée en guerre, les derniers estiment indispensable d'utiliser librement la nouvelle puissance des Etats-Unis. En outre, les griefs des victimes du changement de l'économie, les méfiances envers les banquiers, les industrialistes, les technocrates, les politiciens, tous favorables à cette guerre, les suspicions sur les complots qui ont entraîné les peuples dans une guerre cruelle loin de leurs familles, tout cela alimente l'isolationnisme au sein du parti Républicain entre les deux guerres mondiales. La crise du Wall Street en 1929 renforce ce penchant de l'opinion publique. Dans la période de Franklin D. Roosevelt (1933-1945), le Conseil des affaires étrangères réunit une frange des élites qui influent sur le gouvernement ainsi que l'opinion, y comprises John Foster Dulles, le futur secrétaire d'Etat du président Dwight Eisenhower. Ces élites restent fort unanimes sur l'importance à accorder à la domination américaine. L'attaque japonaise au Pearl Harbor en 1941 balaie tous les doutes sur l'interventionnisme et l'internationalisme, encore une fois engagement dans une autre grande guerre. A la fin de la présidence Roosevelt, avec la victoire de plus en plus proche, un but stratégique devient également de plus en plus clair : comment exercer la puissance écrasante américaine pour assurer sa domination absolue, autrement dit, l'hégémonie américaine. D'ores et déjà, quel que soit le parti du président, l'isolationnisme sera impossible, même si certains en parlent de temps en temps dans l'opinion publique, car les intérêts impériaux américains sont étendus partout dans le monde.

Avec le Plan Marshall, les accords de Bretton Woods, la fondation de l'OTAN, les traités sécuritaires bilatéraux et multilatéraux, les Etats-Unis ont réussi à rallier le monde capitaliste autour de lui. Dès lors que le Rideau de Fer tombe, le nationalisme américain redevient agressif. Sur la scène internationale, il va se battre contre l'Union Soviétique dans chaque coin de notre planète mais sans une tuerie sanguinaire, c'est la guerre froide. Depuis Harry Truman jusqu'à George Bush père, leurs rhétoriques belliqueuses, leurs menaces intensives, leurs armes accumulées, leurs idéologies intransigeantes, mais leurs politiques étrangères restent en général consécutivement multilatérales. Même s'il y a souvent des régulations, c'est sûrement dans la dimension tactique, non pas stratégique. Les opérations secrètes de la CIA, les interventions économiques, politiques et militaires dans le monde entier, la manipulation des pays alliés, tout cela fut pratiqué autant par les démocrates que par les républicains. Et si l'on regarde en arrière, de nombreuses différences qui semblaient les séparer apparaissent aujourd'hui relativement insignifiantes¹. Quant au président Clinton, il prône une suprématie américaine plutôt sereine, consent à concerter les décisions importantes avec les autres pays, approuve la coopération multinationale et la fonction des organisations internationales, tout cela, certes conformément aux intérêts américains, continue en effet les principes de la politique étrangère fondés autrefois par ses prédécesseurs. Alors, pourquoi le président George W. Bush choisit-il une politique étrangère unilatérale, qui s'appuie sur la certitude que ce pays doit diriger le monde, en jouant un rôle central dans la lutte biblique du Bien contre le Mal² ?

L'évolution du néoconservatisme

Un conservateur traditionnel, Patrick J. Buchanan, avait affirmé que Richard Perle, Paul Wolfowitz et d'autres néoconservateurs avaient formé une cabale avec l'intention de promouvoir une révolution utopique dans le monde entier, « le président Bush est leurré dans un piège préparé pour lui par ces néoconservateurs qui lui vaudrait sa présidence et ferait enlever à l'Amérique des années de paix gagnée par les sacrifices de deux générations dans la guerre froide³. » A plus long terme, il a peut-être raison, mais le déroulement de l'histoire

¹ Idem.

² Ibrahim Warde, « Il ne peut y avoir de paix avant l'avènement du Messie », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2002.

³ Patrick J. Buchanan, « Whose War? » *The American Conservative*, March 24, 2003.

montre qu'au minimum sur deux points actuellement il a tort : le premier, Bush était réélu pour son deuxième mandat ; le second, certaines figures de proue conservatrices étaient démisées ou mutées, y comprises toutes les deux personnes ci-dessus. Peu importe que Bush lui-même soit volontairement conservateur ou seulement en apparence, le fait qu'il a déjà effectué une politique étrangère imbue du néoconservatisme, attire beaucoup de regards sur cette question : pourquoi les néoconservateurs ont-ils tant d'influence que la politique de l'administration Bush repose sur une ligne pure et dure dans la scène internationale ?

Le néoconservatisme provient d'un petit groupe largement composé d'intellectuels juifs entre la dernière moitié des années 1930 et la première des années 1940, *City College of New York* (C.C.N.Y) (le Collège de la Cité New York). Les figures de proue de ce groupe telles que Irving Kristol, Daniel Bell, Irving Howe, Nathan Glazer, Seymour Martin Lipset, Daniel Patrick Moynihan, etc., qui joueraient un rôle de pivot dans une nouvelle génération de néoconservateurs, avaient une croyance idéale sur le progrès social et l'universalité des droits, teintée de Trotskisme, mais épousée de l'anti-communisme féroce¹. Pendant la guerre froide les néoconservateurs ont grandi et sont devenus un courant important qui avaient une influence non négligeable dans le domaine de la politique étrangère. Outre les « bordées d'injures » lancées contre les intentions de détente avec l'Union Soviétique dans les magazines comme *Commentary*, *Partisan Review* et *Public Interest*, ils ont réussi entre la fin des années 1960 et le début des années 1970 à faire dérailler certains efforts de Henry A. Kissinger, maître du courant « réaliste »², bien qu'ils restent encore minoritaires. Dans les années reaganiennes, ils soutenaient sans réserve les politiques de cette administration telles que la montée en puissance de l'armement, la *Strategic Defense Initiative* (Initiative de la Défense Stratégique) et la description de l'Union Soviétique comme l'Empire du Mal. A cette époque-là, ils ont conçu beaucoup d'idées originales qui s'appliquent aujourd'hui. En 1979, Irving Kristol, père fondateur du néoconservatisme, a publié un article prophétique au titre provocateur : « *Does NATO Exist ?* » (L'OTAN Existe-t-elle ?)

« Pour ce qui est de la politique étrangère, je dirais que ce changement de cap de l'opinion américaine représente les premières phases du bourgeonnement d'un nouveau nationalisme américain. Il est nouveau sur un point crucial : il est en voie de transcender l'ancienne polarisation entre isolationnistes et internationalistes qui fournissait jusqu'à présent les paramètres de tout débat de politique étrangère. Assez étrangement – en tout cas vu d'Europe – c'est le courant isolationniste qui a toujours été nationaliste par tempérament, alors que les internationalistes ont toujours adopté un point de vue planétaire. Le nouveau nationalisme, en revanche, est fondé sur l'idée que les États-Unis doivent être la plus grande, la plus influente puissance mondiale, et à mesure qu'il prend un élan idéologique croissant – certains diraient « si », je risque le « à mesure que » – il va exercer sur l'Otan une force de dislocation que cette structure pourra difficilement supporter.

C'est ainsi que les États-Unis sont en train non seulement d'augmenter leur budget militaire [...], mais aussi de constituer, à l'instance du Congrès et des militaires, quelque chose appelé 'force unilatérale' – une petite armée de 100 000 hommes, rigoureusement entraînés, possédant leur propre soutien logistique qui leur permet d'agir n'importe où dans le monde sans dépendre de l'appui d'aucun allié. [...] Le message adressé à l'Europe est clair : *il faut choisir*³. Si les interventions militaires extérieures des États-Unis sont exécutées entièrement par une force unilatérale, une politique étrangère unilatérale en découlera⁴. »

¹ Francis Fukuyama, *After Neoconservatism*, <http://www.nytimes.com/2006/02/19/magazine/>.

² Jacob Heilbrunn, *The Neoconservative Journey*, <http://www-hoover.stanford.edu/publications/books/fulltext/conserv/105.pdf>.

³ En français dans son texte original.

⁴ Irving Kristol, "Does NATO Exist?", *The Washington Quarterly*, automne 1979, repris dans Irving Kristol, *Reflections of a Neoconservative. Looking Back, Looking Ahead*, Basic Books, 1983, traduction française *Réflexions d'un néoconservateur*, Paris, PUF, 1987.

Les prophètes néoconservateurs devaient attendre encore des années pour concrétiser leur plan révolutionnaire en passant la présidence Clinton. Ils ne se contentaient pas des interventions humanitaires clintoniennes et demandaient d'aller bien au-delà en raison de la victoire facile de la guerre froide. William Kristol, fils d'Irving, Robert Kagan, Charles Krauthammer, les néoconservateurs d'une nouvelle génération commençaient à prôner avec zèle la promotion de la démocratie à l'étranger dans une plus grande mesure. Dans un livre des deux premiers en 2000, intitulé « Les Dangers Actuels », Kristol et Kagan disaient : « Pour beaucoup, l'idée que l'Amérique utilise sa puissance afin de promouvoir les changements des régimes dans les pays gouvernés par les dictateurs semble utopique. Mais en fait, c'est éminemment réaliste. Il y a quelque chose de pervers quand on déclare l'impossibilité de promouvoir les changements démocratiques à l'étranger au regard des records de trois dernières décennies¹. » Au printemps 1997, les néoconservateurs ont fondé un thinktank, *The Project for the New American Century* (Projet pour le Nouveau Siècle Américain, PNAC), comme une organisation militante dont l'objectif est la promotion d'un *American Global Leadership* (Domination Globale Américaine). Ses membres comprennent de nombreux politiciens néo-conservateurs, certains occupant de hautes fonctions au sein de l'administration et de l'actuel gouvernement américain : William Kristol (président du PNAC), Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense), Paul Wolfowitz (président de la Banque Mondiale), Jeb Bush (frère de George W. Bush et gouverneur de Floride), Richard Perle, Richard Armitage, Dick Cheney (vice-président des États-Unis), Lewis Libby, William J. Bennett, Zalmay Khalilzad (ambassadeur des États-Unis en Irak), et Ellen Bork (femme du juge Robert Bork). Le PNAC fait partie d'un projet plus large, appelé *New Citizenship Project* (le Projet de la nouvelle citoyenneté). Ses opinions sont les suivantes :

La direction globale des États-Unis est profitable à la fois pour les États-Unis et pour le reste du monde. Ce leadership nécessite l'emploi de la force militaire, du lobbying diplomatique et d'un engagement aux « principes moraux » ; Il incombe aux dirigeants des États-Unis, au niveau de la légitimité et de la responsabilité, de mener cette direction globale ; Le gouvernement des États-Unis doit user de sa supériorité afin d'obtenir une autorité absolue par « tout moyen nécessaire ».²

D'après un célèbre néoconservateur en pleine désillusion, Francis Fukuyama, auteur d'un best-seller en 1992 « *The End of History and the Last Man* » (la Fin d'Histoire et le Dernier Homme), les legs néoconservateurs dès la fondation à travers la guerre froide jusqu'à ce jour se concentrent sur ces quatre principes suivant : un souci de la démocratie, le droit de l'homme, et plus généralement, les politiques intérieures des pays ; une croyance que la puissance américaine puisse être employée pour les buts moraux ; un scepticisme sur la compétence des lois et institutions internationales pour résoudre d'importants problèmes sécuritaires ; une vision que les *social engineerings* (Mises en œuvre pour la réalisation de projets sociaux) ambitieux se dirigent souvent vers des conséquences inattendues, et donc sapent leurs propres fins³.

Après l'accession au pouvoir du président George W. Bush, surtout en l'occurrence les attentats du 9/11, les néoconservateurs ont trouvé un véhicule adéquat pour réaliser leurs ambitions. Jusqu'à maintenant, Bush a largement endossé leur programme au Moyen Orient. Selon Jacob Heilbrunn, loin d'être passivement conduit par une cabale néoconservatrice, Bush lui-même croit pleinement au changement du paysage politique du Moyen Orient, et il a souvent poussé les pas contre une bureaucratie hésitante, poursuivi agressivement la guerre

¹ Cité dans Francis Fukuyama, *After Neoconservatism*.

² http://fr.wikipedia.org/wiki/Project_for_the_New_American_Century, cf. aussi le website officiel du PNAC : <http://newamericancentury.org/>.

³ Francis Fukuyama, *After Neoconservatism*.

contre le terrorisme¹. Le déclenchement de la guerre en Irak paraissait un repère du déclin de l'influence néoconservatrice et la scission du camp néoconservateur. Dès le 21 mai 2003, l'éditeur de la *National Review online* de gauche, Jonah Goldberg a commencé à attaquer : « il n'y a littéralement pas d'attribut que l'on peut assigner aux néoconservateurs, qui ne peut être falsifié facilement et substantiellement par d'innombrables contre-exemples². ». Au printemps 2004, certains intellectuels libéraux comme John Ikenberry ont reconnu « la fin du mouvement néoconservateur³ ». Un article dans le magazine traditionnellement néoconservateur *National Interest* en été 2004 de Fukuyama, « le moment néoconservateur », a ouvert la rupture. Il accusait le mouvement néoconservateur d'avoir perdu sa posture et de conduire le pays à une guerre non nécessaire. Egalement, il démontait pièce par pièce la politique de Bush sur l'Irak en la condamnant comme « complètement irréaliste dans sa surestimation de la puissance des Etats-Unis et notre aptitude à contrôler des événements dans le monde entier ». En novembre 2004, il est allé si loin qu'il a voté pour John Kerry⁴. Pour l'instant, même si beaucoup de néoconservateurs ont commencé à dénoncer la guerre en Irak, il est encore trop tôt de déclarer définitivement la fin du néoconservatisme. En réalité, ce mouvement influe et influera continûment sur la politique américaine dans les années à venir, comme disait le dernier discours émouvant au Congrès du général Douglas MacArthur, « le vieux soldat ne mourra jamais, il ne s'évanouira que petit à petit ».

La doctrine Bush et ses conséquences

La soi-disant doctrine Bush bien incarnée dans la National Security Strategy 2002 (NSS, la Stratégie de la Sécurité Nationale), a fondé l'armature de la politique étrangère pour son premier mandat. Les points importants sont les suivants :

Le leadership américain et l'unilatéralisme. Le 9/11 a changé le monde, l'époque de l'après-9/11 est bien différente d'auparavant. « Aujourd'hui, la distinction entre les affaires domestiques et étrangères diminue. Dans un monde globalisé, des événements au-delà des frontières de l'Amérique peuvent avoir un plus grand impact à l'intérieur de celles-ci. [...] C'est un nouveau fait de la vie. Nous allons nous ajuster et prospérer, malgré ce fait. » La nouvelle époque a besoin d'un nouveau leadership américain. « Dans l'exercice de notre leadership, nous allons respecter les valeurs, jugements et intérêts de nos amis et partenaires. Néanmoins, nous allons être prêts à agir seuls quand nos intérêts et notre responsabilité unique le requièrent. En cas de désaccord, nous allons tenter de trouver des alternatives viables. Nous n'allons cependant pas permettre que de tels désaccords bloquent notre détermination à assurer, avec nos alliés, nos valeurs et intérêts fondamentaux communs. » C'est-à-dire, les institutions internationales et les autres nations sont des outils qui peuvent être utiles dans certaines circonstances, mais qui ne sauraient en aucun cas être des obstacles à la réalisation de la volonté de États-Unis. Par ailleurs, « Les buts de nos actions seront toujours d'éliminer une menace spécifique pour les États-Unis et leurs alliés. Les raisons pour nos actions seront claires, la force mesurée, et la cause juste. ». Ici, on peut voir un corollaire important : *Lead and they will follow*. (Dirigeons et on nous suivra). Il suffit que l'Amérique fasse preuve de la détermination et la force, qui imposeront le respect et garantiront l'ordre, pour que les alliés la suivent. La légitimité vient des intentions pures des Etats-Unis, qui finiront par être reconnues comme telles par tous. Cela ne vaut pas la peine pour l'Amérique de faire des compromis avec d'autres pays, qui risqueraient de nuire la cause des Etats-Unis. En revanche, d'autres pays

¹ Jacob Heilbrunn, *The Neoconservative Journey*.

² Jonah Goldberg, *The end of neoconservatism*, National Review, 21 May 2003.

³ John Ikenberry, *The End of the Neo-Conservative Moment*, Survival, Spring 2004

⁴ Robert Boynton, *The neocon who isn't*, American Prospect, 5 October 2005.

doivent prendre parti, soit avec nous, soit contre nous, et à part cela, il n'y aura pas d'autre choix possible.

La guerre préemptive et l'exceptionnalisme. C'est le point essentiel et en même temps, le plus contesté dans la doctrine Bush. « Les États-Unis ont maintenu depuis longtemps l'option d'actions préemptives¹ pour contrer une menace suffisante à notre sécurité nationale. Plus grand est le risque, [...] plus important il devient d'agir préemptivement pour nous défendre, même s'il demeure des incertitudes quant au lieu et à l'endroit de l'attaque de l'ennemi. Pour prévenir de telles actions hostiles par nos adversaires, les États-Unis vont, si nécessaire, agir préemptivement. » De ce point de vue, les États-Unis se réservent explicitement et officiellement le droit d'attaquer quiconque leur semble menaçant, même si les détails à propos de ces menaces ne sont pas connus. En somme, les États-Unis peuvent ainsi justifier n'importe quelle attaque. Dans le cas d'autres nations, hélas, ils n'ont pas le même droit, « [les autres nations] ne peuvent pas utiliser la préemption [de guerre] comme un prétexte d'agression ». Bref, la guerre préemptive est une prérogative seulement s'appliquant aux États-Unis. En outre, l'Amérique n'accepte aucune restriction sur sa liberté d'action, peu importe d'où elle vienne. « Nous allons prendre les mesures nécessaires pour que nos efforts pour assurer la sécurité globale et protéger les Américains ne soient pas entravés par de potentielles enquêtes ou poursuites par le tribunal pénal international dont la juridiction ne s'applique pas aux Américains et que nous n'acceptons pas. »

Le changement de régime et la démocratisation. Les États-Unis s'engagent dans une guerre globale contre le terrorisme. Les ennemis de l'Amérique sont les régimes qui « abritent, soutiennent, et utilisent le terrorisme pour obtenir leurs buts politiques », que l'Amérique a naturellement le droit légitime de les bouleverser en employant tous les moyens possibles, bien sûr la solution militaire incluse. « Le gouvernement des États-Unis dépend des forces armées pour défendre les intérêts de l'Amérique ». « Il est temps de réaffirmer le rôle essentiel de la puissance militaire américaine. Nous devons construire et maintenir notre défense au-delà de toute compétition². » Ici, deux points importants sont exprimés sans ambages : le premier, cette administration préfère résoudre les problèmes internationaux par la force ; le second, le contrôle militaire sur d'autres pays soit absolu et la force armée américaine soit hors du commun. La quintessence de cette doctrine, c'est la guerre globale contre le terrorisme, « une entreprise de durée incertaine ». Pour accomplir cette tâche, il ne suffit pas que de changer de régimes censés lier le terrorisme. La NSS pose une solution ambitieuse à long terme : il faut démocratiser les terrains où se produit le terrorisme et étendre la démocratie à « chaque coin du monde ». L'objectif ici va quasiment de soi : le régime à changer, c'est celui de Saddam Hussein, le terrain à démocratiser, c'est celui du monde musulman, surtout le Moyen Orient. En changeant le régime de Saddam, les États-Unis pourraient dissuader les autres Axes du Mal, dont l'Iran en particulier, de défier la puissance américaine dans leur région. Par démocratiser l'Irak, d'ailleurs le Moyen Orient si possible, les États-Unis pourraient stabiliser une région, dont le pétrole leur est indispensable, en référence à une autre théorie qu'il n'y a jamais eu de guerre entre les pays démocratiques.

En se référant aux paragraphes précédents, on peut tirer la conclusion que la doctrine Bush reflète principalement les idées néoconservatrices. En effet, toute la politique étrangère de l'administration Bush repose sur un jugement primordial : maintenant c'est le meilleur moment pour l'Amérique, elle a la puissance écrasante loin d'un quelconque pays et sans

¹ D'après certains specialists, par exemple Richard N. Haas, président du *Council on Foreign Relations*, ex-directeur du *State Department's Policy Planning Staff* entre 2001 et 2003, vaut mieux utiliser ici le mot préventive car la guerre préemptive s'adresse à un danger de facto imminent qu'on n'a aucun autre choix disponible d'empêcher. Cf. Richard N. Haas, « Regime Change and Its Limits », *Foreign Affairs*, July/August 2005.

² Les textes cités cf. *The National Security Strategy of the United States of America*, George W. Bush, September 17, 2002, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>. Les traductions françaises cf. http://zombie.lautre.net/article.php3?id_article=183.

aucun adversaire global tel que l'Union Soviétique dans les années à venir. Pour fixer son hégémonie en permanence, il faut imposer sa dominance aux pays désobéissants, façonner l'ordre international selon sa propre volonté et empêcher les autres puissances de multipolariser le monde. Le 9/11 est devenu effectivement une occasion de réaliser cette ligne directrice. Dans les pratiques suivantes, des conséquences sont apparues à l'horizon.

L'enlèvement de la guerre en Irak. En tant qu'application principale de la doctrine Bush, la guerre en Irak reste jusqu'à présent un *quagmire* (marécage) sans aucune prévision claire de l'embellie des conflits irakiens qui conditionnerait la retraite des troupes américaines. La situation semble s'aggraver au jour le jour : l'insurrection anti-américaine ne s'est pas encore apaisée, la collision sectaire a déjà commencé à s'exacerber, la perspective d'un gouvernement central stable est tombée dans l'ombre d'une guerre civile. Suite aux maintes explosions des mosquées saintes dans des villes différentes, le général John P. Abizaid, chef du *U.S. Central Command*, avouait que la violence sectaire maintenant était un souci plus grand pour les américains que l'insurrection¹. Malgré toutes les fanfaronnades de Bush, la guerre en Irak est a priori demeurée un fardeau pour les peuples américains. Economiquement, la dépense militaire a voilà trois ans fait \$320 milliards en dehors du budget régulier du ministère de la Défense, qui lui-même a déjà augmenté de 40% depuis 2001². Selon certains économistes renommés, le coût final de la guerre en Irak plafonnerait à \$2 billions, 10 fois plus cher que l'avaient estimé des officiels de la Maison Blanche avant la guerre³. Si l'on tient compte de l'endettement public des Etats-Unis, un peu plus de \$7.7 billions jusqu'au 9 mars 2005, peut-être on comprend un peu mieux ce que cela veut dire. Quant aux morts militaires américains en Irak, ce chiffre a atteint 2302 jusqu'au 5 mars 2006, selon la liste confirmée par le ministère de la Défense. Tandis qu'il y des troupes américaines en Irak, ce chiffre va certes augmenter au fil du temps. Bien que les critiques deviennent de plus en plus fortes, ce n'est pas facile pour l'administration Bush de prendre la décision de retirer les troupes de l'Irak. D'abord, la soudaine retraite militaire laisserait un pays trouble et chaotique, ce qui signifie en même temps d'admettre un échec de la démocratisation, et encourage les autres pays « voyous » et de l'Axe du Mal à affronter l'Amérique plus audacieusement. Ce scénario serait à envisager un monde beaucoup plus dangereux. Deuxièmement, l'Irak se trouve dans une région vitale aux intérêts nationaux américains, non seulement pour sa réserve exubérante de pétrole, pour sa situation extrêmement importante de géostratégie, mais pour la lutte contre le terrorisme – mission centrale de l'administration Bush. En tout cas, l'Amérique n'accepterait jamais l'instabilité de cette région, a fortiori un terreau du terrorisme. Ensuite, la retraite américaine laisserait un vide dans cette région et les puissances régionales, par exemple l'Iran, le remplirait certainement. Par conséquent, cette région ensemble deviendrait incontrôlable. Cela entraînerait plus de problèmes tant pour les Etats-Unis que pour les autres pays. Comment l'administration Bush pourrait-elle imaginer la montée en puissance d'un tel pays que l'Iran, lorsque la crise nucléaire de celle-ci l'a déjà fort inquiétée ? En dernier lieu, cette image sombre évoque la fameuse théorie dans la guerre froide : l'effet Domino. Si l'Amérique abandonnait l'Irak, le processus de paix Israélo-palestinien serait avorté, l'Iran et la Corée du Nord seraient enhardis, les activités de Ben Laden et des Talibans seraient endémiques, etc. C'est un vrai cauchemar pour l'administration Bush. Comment s'en sortir ? Pendant une réunion qui a eu lieu à Boston dans la Bibliothèque Présidentielle John F. Kennedy le 10 mars 2006, on a relié la situation de l'Irak avec celle du Vietnam. L'ex-président Jimmy Carter disait : « je pense que le Vietnam envoie un signal [...] que nous devons nous prémunir plus

¹ *Sectarian Fighting Changes Face of Conflicts for Iraqis*, Washington Post, March 13 2006. Voir aussi: http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/12/Ar2006031201415_pf.html.

² « Where's All the War Dough? », *Time Magazine*, March 13, 2006.

³ « Iraq: Counting the Costs », *Time Magazine*, January 16, 2006.

contre l'aventurisme militaire. Les leçons qui étaient apprises, je pense, ont été oubliées ou ignorées dans la guerre actuelle d'Irak. » Henry Kissinger, dont l'administration a finalement retiré les troupes américaines du Vietnam, n'a aucune solution à donner. « Je comprends le problème, se lamentait-il, mieux que la réponse¹. »

Les dilemmes de la politique étrangère. Dans le premier mandat du président Bush, la doctrine et son application ont engendré une série de dilemmes sur la scène internationale de sorte qu'à partir de son deuxième mandat, Bush essaie de changer en partie sa politique pour atténuer les conséquences qui pèsent lourd sur l'avenir des Etats-Unis. Le premier dilemme se manifeste entre la volonté unilatéraliste et le besoin des soutiens multinationaux. L'unilatéralisme a fourni dans son premier mandat une marge de manœuvre plus grande, l'administration Bush a donc pu faire ce qu'elle voulait sans les opinions d'autrui. « La mission définit la coalition », cette phrase très connue montre une forte volonté de liberté d'action. Dans le cas de l'Irak, les Etats-Unis ont lancé l'invasion sans aucune saisine du conseil de sécurité de l'ONU en se laissant confronter aux critiques considérables du reste du monde, notamment de ses alliés traditionnels comme la France, l'Allemagne, etc. Ils ont refusé de plus l'intervention de l'ONU pour la reconstruction. En conséquence, les Etats-Unis ont dû subir eux-mêmes 90% des corvées en Irak, y compris la mission de combat, la dépense militaire, les pertes humaines, etc. Quelques mois plus tard, la situation est devenue insupportable lorsque l'insurrection irakienne a surgi. Les Etats-Unis sont retournés à l'ONU pour obtenir des soutiens internationaux. Ce fait dévoile une vérité qu'une superpuissance, si forte soit-elle, n'est pas capable de n'en faire qu'à sa tête pour des raisons de la légitimité, du partage du fardeau. Le deuxième dilemme consiste en un but absolument ample et une puissance relativement limitée. La guerre globale contre le terrorisme a poussé les Etats-Unis à s'engager simultanément dans deux guerres de plus en plus véhémentes, étant sur le point d'envisager la troisième contre un Iran obsédé du nucléaire. Sans parler d'une Corée du Nord jamais obéissante et des terroristes presque omniprésents. La puissance américaine serait-elle suffisante pour réaliser un but tellement énorme ? Les Etats-Unis restent et resteront dans les années à venir la seule superpuissance, mais dans les domaines économiques et politiques leur domination a déjà commencé à diminuer. Face à la montée en puissance de l'Union Européenne, à la restauration du Japon, à l'émergence de l'Inde, de la Russie, du Brésil, etc., ils sentent tellement la pression de la compétition économique que le président Bush a annoncé dans son « Etat de l'Union 2006 » la « *American Competitiveness Initiative* » (Initiative de la Compétitivité Américain) pour améliorer la compétitivité économique. Sur un sujet aussi important que la guerre en Irak, plusieurs pays européens se sont ralliés contre les Etats-Unis, c'est la première fois depuis l'après-guerre froide, et personne n'ose parier que c'est aussi la dernière. De ce fait, on peut entrevoir un Don Quichotte brave charger l'ennemi imaginaire, avec une lance tranchante mais un cheval fatigué. Il reste une question qui est combien de temps pourrait-il persister. Le troisième dilemme se trouve entre l'affichage moral et la pratique contradictoire. Le gouvernement Bush se vante toujours de l'incarnation américaine des valeurs, des droits de l'homme, de démocratie, hélas, la torture des prisonniers, les prisons secrètes, les écoutes téléphoniques ont montré combien est faible la crédibilité de son gouvernement. Récemment, on a vu une autre nouvelle preuve. D'un côté, les Etats-Unis sont en train de se concerter avec les autres pays dans le but d'imposer une sanction de l'ONU à l'Irak à cause de sa poursuite des activités nucléaires, et veillent toujours à limiter la capacité de la Corée du Nord. De l'autre, Bush a généreusement offert un laissez-passer à l'Inde de rendre légitimes ses activités au détriment du traité de Non Prolifération Nucléaire, tout en refusant de donner le même traitement aux autres, y compris à son allié antiterroriste, le

¹ « Vietnam and Iraq: Looking Back and Looking Ahead », *Washington Post*, March 12 2006. Voir aussi: http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/11/Ar2006031101101_pf.html.

Pakistan. Sur ce point de vue, la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice donnait une explication difficilement compréhensible : « il n'y a tout simplement pas de comparaison entre les régimes iranien et nord-coréen et l'Inde¹. » A long terme la politique de double standard serait-elle applicable? On verra. Le quatrième dilemme reste entre unipolarisation et multipolarisation. Dans un monde de plus en plus interdépendant, tout ce que l'administration Bush fait sur la scène internationale, c'est de consolider son rôle d'Hégémon. L'exportation de la « révolution démocratique », la présence militaire en Asie centrale, l'endigement de l'influence de la Russie, le changement de déploiement des bases militaires dans la dimension mondiale, le bouleversement du statu quo au Moyen Orient, etc. Mais les Etats-Unis aujourd'hui ont besoin de plus en plus de l'appui d'autres pays. Voire les opérations militaires, par exemple, en Afghanistan, selon le Marine général James L. Jones, commandant suprême des alliés de l'OTAN, la mission totale de sécurité sera transférée une force lourde des 26 membres de l'OTAN et 10 autres pays². Au fur et à mesure de la mondialisation, le déséquilibre américain entre les puissances militaires, économiques et politiques devient de plus en plus évident, ce que beaucoup d'experts américains ont noté. Dans son livre, « Empire Incohérent », le sociologue Michael Mann utilise un mélange de métaphores avec un ton humoristique en dépeignant l'Amérique comme « un géant militaire, un *back-seat driver*³ économique, un schizophrénique politique et un fantôme idéologique ». Peut-être l'essayiste français Emmanuel Todd a-t-il raison : « Au moment même où le monde, en cours de stabilisation éducative, démographique et démocratique, est sur le point de découvrir qu'il peut se passer de l'Amérique, l'Amérique s'aperçoit qu'elle ne peut plus de passer du monde⁴. » Reste à savoir quel sera le choix de l'Amérique entre un hégémon capricieux au-dessus d'autres pays et une puissance prédominante parmi d'autres.

L'essor de l'antiaméricanisme dans le monde musulman. Selon un recensement en 2000, il y avait 1,3 milliard de musulmans sur notre planète, qui représentent 22% de la population totale. Ce vaste monde musulman est aussi un agrégat complexe varié de la culture, du niveau de développement, des sectes, de la race, etc., que Bush a depuis longtemps l'idée obstinée de démocratiser. Même dans son deuxième mandat, cette idée reste primordiale en dépit d'un mauvais augure au Moyen Orient, comme il a annoncé dans son discours inaugural de son second mandat, « les intérêts vitaux de l'Amérique et nos croyances les plus profondes sont maintenant un ». En effet, sa politique appliquée au monde musulman ne récolte que des fruits problématiques. D'abord, les mécontentements musulmans s'accroissent. En juillet 2004, un sondage mené par le *Zogby International Surveys* parmi 3 300 arabes de pays différents, montrait que de 69 à 98 pourcent des sondés avait une opinion défavorable sur les Etats-Unis⁵. C'est non seulement à cause de la partialité américaine en faveur d'Israël dans les conflits Israélo-palestiniens, mais de la guerre en Irak. Au fil du temps, un effet plus grave est apparu : les extrémistes ont légalement accédé au pouvoir grâce à la démocratisation. En juin 2005, un conservateur islamique, Mahmoud Ahmadinejad, était élu président de l'Iran ; entre novembre et décembre, l'organisation islamiste Fraternité Musulmane augmentait de beaucoup de sièges dans l'élection parlementaire en Egypte ; en décembre, l'élection parlementaire en Irak élargissait la méfiance entre les sectes Shiite et Sunnite, la première soupçonnée d'une liaison étroite avec l'Iran, et faisait surgir une perspective sombre de guerre civile ; en janvier 2006,

¹ Condoleeza Rice, « Our Opportunity with India », *Washington Post*, March 13 2006. Voir aussi: http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/12/Ar2006031200978_pf.html.

² « Afghan Threat Played Down », *Washington Post*, March 7 2006. Voir aussi: http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/06/Ar2006030601515_pf.html.

³ Ce mot anglais signifie qu'un passager de l'arrière place qui persiste de donner ses opinions non sollicitées voire non nécessaires au chauffeur du véhicule.

⁴ Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, Editions Gallimard, 2002, p.25.

⁵ Chalmers Johnson, *Wake up! Washington's Alarming Foreign Policy*, <http://www.inthesetimes.com/site/main/article/2042/>.

la victoire décisive de l'organisation extrémiste Hamas dans l'élection palestinienne posait un casse-tête au processus de paix, parce que celle-ci est toujours dédiée à la destruction de l'Israël. En somme, une nouvelle instabilité émerge au Moyen Orient au lieu d'une vitrine de la démocratie. Au sens large, depuis l'invasion américaine en Irak, l'antiaméricanisme a globalement surgi dans le monde musulman. La situation actuelle reflète justement ce sentiment musulman. Même Bush en est informé. Dans un discours récent, il traitait de ce sujet de façon légère, « une partie du monde qui simplement ne nous aime pas¹ ». On ne peut pas s'empêcher de penser que, peut-être, lui aussi comme Kissinger, connaît mieux le problème que la solution ?

Conclusion : Jusqu'où ira le nouveau nationalisme américain

En tant que seule superpuissance existante dans ce monde, les Etats-Unis d'Amérique influent sur d'autres pays par leur politique et leur comportement, c'est pourquoi j'ai évoqué un sujet comme tel. Après les attentats du 9/11, le nouveau nationalisme prévaut dans la vie politique et change profondément certains secteurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par les analyses précédentes, on peut tirer quelques conclusions ci-dessous :

En premier lieu, le nouveau nationalisme américain n'est pas un phénomène éphémère, il est enraciné intimement dans la culture et l'histoire des Etats-Unis. L'adjectif « nouveau » ne signifie qu'un changement de forme. Comme on l'a noté plus haut, les réactions sur le 9/11, la popularité du président Bush, les soutiens majoritaires aux idées de vengeance, toutes ces manifestations ont les racines multiples datées de l'époque des colonies.

En deuxième lieu, le nouveau nationalisme américain peut être exacerbé à un moment donné par un accident inattendu comme le 9/11, et par suite conduit à des réactions excessives envers le monde extérieur de certains clans politiques, néoconservateurs par exemple. Après le 9/11, la politique américaine est enchaînée à la guerre globale contre le terrorisme, qui débouche sur une perspective incertaine. Il est difficile d'imaginer ce qui se passerait si un autre 9/11 avait lieu.

En troisième lieu, le nouveau nationalisme américain perdurera encore dans une période à venir. Bien que des changements entre les deux mandats du président Bush aient eu lieu, il existe une continuité essentielle de sa politique. Jusqu'à ce jour, encore 42% de la population américaine soutient la guerre en Irak, selon un sondage récent du *Washington-ABC News*². Ce taux de soutien reflète l'interaction entre la politique et le nationalisme.

En dernier lieu, le Credo américain fournit un système d'autocorrection aux Etats-Unis. Dans l'histoire, chaque fois que le nationalisme marche vers un extrême, comme dans les moments de ténèbres tels que l'esclavagisme, le Maccarthysme, etc., ce système est en mesure de réorienter les pas de telle sorte que les Etats-Unis ont pu devenir un grand pays dès les treize colonies pendant plus de deux cents ans.

Personne ne veut être Cassandre. Il faut quand même faire attention à deux tendances possibles du nouveau nationalisme américain. L'une est l'isolationnisme. Après la première guerre mondiale, quand le wilsonisme est allé trop loin, au moins la majorité des américains le pensaient, l'isolationnisme allait prédominer bientôt jusqu'à la seconde guerre mondiale. Il est vrai que les situations sont différentes entre aujourd'hui et cette époque-là : aujourd'hui, les Etats-Unis sont la seule superpuissance empêtrée amplement dans des affaires à l'extérieur

¹ George W. Bush, *President Discusses Global War on Terror Following Briefing at CENTCOM*, February 17, 2006, <http://www.whitehouse.gov>

² « Majority in U.S. Fears Iraq Civil War », *Washington Post*, March 7 2006. Voir aussi: http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/03/06/Ar2006030600035_pf.html.

avec les intérêts un peu partout, alors qu'ils n'étaient qu'une puissance située au milieu de plusieurs puissances avec les intérêts relativement limités. Néanmoins, au fur et à mesure de la montée en puissance d'appels au retrait de l'Irak, il est susceptible pour les opinions publiques d'aller vers un autre extrême, à savoir l'isolationnisme. Cette tendance est d'autant plus dangereuse que les Etats-Unis aujourd'hui ont étroitement entre-tissé les liens avec le reste du monde. Le président Bush a trouvé lui aussi cette tendance inquiétante dans son « Etat de l'Union 2006 » : « le chemin de l'isolationnisme et du protectionnisme semblerait large et séduisant, mais il termine en danger et en déclin. » L'autre est l'engouement pour la force. Notamment dans le premier mandat du président Bush, le gouvernement américain paraissait impatient lorsqu'il s'agissait de résoudre un problème international par la voie diplomatique ou politique. Les guerres en Afghanistan et en Irak sont deux preuves. A court terme, peut-être le moyen militaire semble plus efficace que d'autres, cependant, il ne peut jamais donner une solution de fond, et très souvent que compliquer les situations comme s'avèrent les deux guerres actuelles. A une époque de mondialisation, une guerre engendre souvent encore plus de problèmes, comme la maladie, les réfugiés, la famine, l'insurrection, etc. Après une victoire atténuée sur le terrain de combat, le pire s'ensuivra. Le président Carter, il a tout à fait raison, comme on l'a cité plus haut, l'aventurisme militaire est également dangereux pour les Etats-Unis.

Nous vivons dans un monde où la distance se rétrécit spatialement, l'information se communique instantanément et les gens se déplacent fréquemment. Les liens entre nous de plus en plus étroits pourraient être une antidote aux nationalismes radicaux. A mon avis, il faut concevoir et cultiver une doctrine d'interdépendance aux peuples américains pour les protéger de la démagogie des nationalistes extrémistes et de certains politiciens ne voulant qu'attirer les votes. Un consensus de l'interdépendance aux Etats-Unis peut servir à diminuer, même effacer les malentendus avec le monde extérieur. Egalement, les comportements du gouvernement américain pourraient changer par une meilleure compréhension des autres pays. M. Bush avait raison quand il était candidat présidentiel en 2000, « une puissance humble » doit pouvoir gagner plus de respects et de coopérations, avec lesquels les Etats-Unis pourront contribuer sa puissance à construire un monde plus sûr, plus stable, plus pacifique, plus prospère.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Anatol Lieven, *Le Nouveau Nationalisme Américain*, éditions Jean-Claude Lattès pour la traduction française, 2005. L'édition originale, *America Right or Wrong*, publié par Harper Collins Publishers.
- Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, C. Gosselin, 1835-1840.
- Arthur M. Schlesinger, Jr., *L'Amérique Balkanisée : Une Société Multiculturelle Désunie*, 2^e édition, Economica, 1999. Traduit par Henri Bernard de la version anglaise, *The Disuniting of America. Reflections on a Multicultural Society* revised and enlarged edition, publié par W. W. Norton & Company, Inc., New York.
- Emmanuel Todd, *Après l'Empire*, Editions Gallimard, 2002.
- Alexandre Adler, *L'Odysée Américaine*, Bernard Grasset, Paris, 2004.

Ouvrages en anglais

- Herber Croly, *The Promise of American Life*, première édition 1909, réédition par Northeastern University Press, Boston, 1989.
- Lynne Cheney, Robin Preiss Glasser (illustrations), *America: A Patriotic Primer*, Simon and Schuster Children's Publishing, New York, 2002.
- George W. Bush, *A Distinctly American Internationalism*, Ronald Reagan Library, Simi Valley, California, November 19, 1999.
- *The National Security Strategy of the United States of America* (NSS), September 2002.
- George W. Bush, *State Of The Union*, January 31, 2006
- Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report 2006*.
- J. William Fulbright, *The Arrogance of Power*, Random House, New York, 1966.
- Seymour Martin Lipset, *American Exceptionalism: A Double-edged Sword*, W. W. Norton, New York, 1976.
- James Melvin Washington, *A Testament of Hope: the Essential Writings of Martin Luther King, Jr.*, Harper and Row, New York, 1986.
- Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven.
- George W. Bush, *President Discusses Global War on Terror Following Briefing at CENTCOM*, February 17, 2006.
- C. Vann Woodward, *The Burden of Southern History*, Louisiana State University Press, Baton Rouge.

- Warren Leslie, Dallas, *Public and Private: Aspects of an American City*, Southern Methodist University Press, Dallas, 1998.
- Francis Butler Simkins and Charles Pierce Roland, *History of the South*, Alfred A. Knopf, New York, 1972.
- Peter W. Williams, *America's Religions From Their Origins to the 21st Century*, University Illinois Press, Chicago, 2002.
- P.A. Jargowsky, *Poverty and Place: Ghettos, Barrios and the American City*, New York, Russel Sage Foundation, 1997.
- Walter Russell Mead, *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, Routledge, New York, 2002.
- Irving Kristol, *Reflections of a Neoconservative. Looking Back, Looking Ahead*, Basic Books, 1983, traduction française *Réflexions d'un néoconservateur*, Paris, PUF, 1987.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- « Les ficelles de Bush », *L'Express*, 26 janvier 2006.
- Norman Birnbaum, «Aux Racines du nationalisme américain», *Le Monde Diplomatique*, octobre 2002.
- Ibrahim Warde, «Il ne peut y avoir de paix avant l'avènement du Messie», *Le Monde Diplomatique*, septembre 2002.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- David Ignatius, «The new nationalism», *Washington Post*, 20 April, 2005.
- G. John Ikenberry, « Illusions of Empire: Defining the New American Order », *Foreign Affairs*, March/April 2004.
- «Editorial», *New York Post*, 9 October 2001.
- Charles Krauthammer, «To hell with Sympathy», *Time Magazine*, 17 November 2003.
- «The Book Behind the Bombshell», *Time Magazine*, January 9, 2006.
- « Has Bush Gone Too Far », *Time Magazine*, January 9, 2006.
- «A Fond Farewell», *Time Magazine*, December 26, 2005-January 2, 2006.
- Samuel Huntington, «Dead Souls: The Denationalization of the American Elite», *National Interest*, No.7, summer 2004
- Samuel Huntington, «the Hispanic Challenge», *Foreign Policy*, March-April, 2004.
- Howard Fineman, «Bush and God», *Newsweek*, 10 March 2003.
- Robert D. Novak, «Bush's Gay Marriage Test», *Washington Post*, 1 December 2003.
- Joe Klein, «It's Economic Security, Stupid», *Time Magazine*, March 13, 2006.
- Louis Delvoie, «Multilateralism or Unilateralism – Whither American Foreign Policy?» *Options Politiques*, Novembre 2002.

- Jonah Goldberg, «The end of neoconservatism», *National Review*, 21 May 2003.
- Robert Boynton, «The neocon who isn't», *American Prospect*, 5 October 2005.
- Richard N. Haas, «Regime Change and Its Limits», *Foreign Affairs*, July/August 2005.
- «Sectarian Fighting Changes Face of Conflicts for Iraqis», *Washington Post*, March 13 2006.
- «Where's All the War Dough? » *Time Magazine*, March 13, 2006.
- «Iraq: Counting the Costs», *Time Magazine*, January 16, 2006.
- «Vietnam and Iraq: Looking Back and Looking Ahead», *Washington Post*, March 12 2006.
- Condoleeza Rice, «Our Opportunity with India», *Washington Post*, March 13 2006.
- «Afghan Threat Played Down», *Washington Post*, March 7 2006.
- «Majority in U.S. Fears Iraq Civil War», *Washington Post*, March 7 2006.

TABLE DES MATIÈRES

1. <u>Introduction</u>	1
1.1. Nationalisme ou patriotisme ?	1
1.2. Les racines du nouveau nationalisme américain	2
1.3. L'influence du nouveau nationalisme américain sur le plan international	3
2. <u>Symptômes du nouveau nationalisme américain</u>	4
2.1. Le choc du 11 septembre	4
2.2. Une politique de messianisme et impérialisme	5
2.3. Un nationalisme hors normes	7
2.4. Une répétition de la tragédie de la Vieille Europe ?	9
3. <u>Provenances divergentes en perpétuelle évolution</u>	11
3.1. Le Credo américain recto verso	12
3.2. Un nationalisme invétéré de la souche blanche	14
3.3. Les facteurs ethniques, religieux et sociaux	17
4. <u>Vicissitudes dans l'arène internationale</u>	22
4.1. Une rétrospective succincte de la politique étrangère américaine	23
4.2. L'évolution du néoconservatisme	25
4.3. La doctrine Bush et ses conséquences	28
5. <u>Conclusion : Jusqu'où ira le nouveau nationalisme américain</u>	33